

DÉPÉNALISER L'ACTE  
DE GESTION PUBLIQUE

# Restaurer la confiance sans affaiblir la responsabilité

BOUDINA RACHID



# Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN

LE SILENCE ASSOUDISSANT  
DE L'UNION AFRICAINE

## Quand l'Afrique se tait face à ses propres tragédies

OUKACI LOUNIS



LA FRANCE MALADE  
DE SON OMBRE

## Autopsie d'une haine programmée

LAËLA BECHETOULA



DE LA DÉDIABOLISATION À  
LA BANALISATION : LA FRANCE  
SOUS L'OMBRE DU LEPÉNISME

## Le Front national a changé de nom, pas d'âme

SALAH LAKOUES

## ■ Livres: Assia Djebar : l'intellectuelle majeure

BELKACEM AHCENE-DJABALLAH

L'ACTUALITÉ AUTREMENT VUE

P. 4 à 9

## دار البلدية بالشعب وللشعب

## DÉVELOPPEMENT LOCAL Renforcer l'attractivité économique des communes, le challenge de Saïd Sayoud !

CHÉRIF ALI



LA RÉVOLUTION AGRAIRE

## Un acte souverain et une réponse idone de décolonisation de notre agriculture

MAHMOUD CHABANE



## Ghaza Des centaines de milliers de familles sans-abri



Mohamed Mehdi

Mercredi, 27<sup>e</sup> jour du cessez-le-feu, Israël continue de violer unilatéralement l'accord de Charm Al-Cheikh, en poursuivant ses attaques meurtrières contre les civils de Ghaza et en ne respectant pas le volet des aides humanitaires préconisé par le « plan de paix », et ce en total accord avec l'administration Trump.

Lors des précédentes 24 heures (mardi), les services des urgences des hôpitaux de Ghaza ont accueilli les dépouilles de 3 martyrs, dont 1 nouvelle victime et 2 dépouilles retrouvées sous les décombres, ainsi que 2 blessés, a indiqué, hier, le rapport statistique quotidien du ministère de la Santé.

Depuis le 11 octobre 2025, les bombardements et les tirs des soldats israéliens ont fait 241 martyrs et 609 blessés, et 513 dépouilles ont été retirées des décombres de Ghaza. Ainsi, le bilan des victimes depuis le début du génocide israélien à Ghaza s'élève à 68.875 martyrs et 170.679 blessés, ajoute le communiqué du ministère de la Santé.

Les bombardements israéliens se poursuivent à Ghaza dans ce qui semble être un feu vert de l'administration américaine qui ne commente même pas ces violations.

Un correspondant d'Al Jazeera a signalé, hier, des frappes aériennes

et des bombardements d'artillerie israéliens sur les quartiers al-Shujaiya et al-Tuffah, à l'est de la ville de Ghaza. Le journaliste a également fait état d'autres bombardements sur la ville de Bani Suheila, à l'est de Khan Younes, dans le sud de la bande de Ghaza. Tôt dans la journée de mercredi, les forces israéliennes ont mené « une vaste opération de démolition à l'est de Rafah, dans le sud de Ghaza », a ajouté la même source.

### ISRAËL BLOQUE L'ENTRÉE DES AIDES

« Des centaines de milliers de familles palestiniennes déplacées à Ghaza sont confrontées aux pluies et au froid hivernaux sans protection adéquate », en raison des « restrictions israéliennes qui continuent d'empêcher l'entrée de matériel d'abri », a indiqué, mercredi, le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) dans un communiqué. La déclaration ajoute que « des millions d'articles d'abri et de produits non alimentaires sont bloqués en Jordanie, en Égypte et en Israël, en attente d'autorisation, laissant environ 260.000 familles palestiniennes, soit près de 1,5 million de personnes, exposées à une dégradation de leurs conditions de vie ».

Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu le 10 octobre, « les autorités israéliennes ont rejeté 23 de-

## Tebboune reçoit les ministres tunisien et égyptien des Affaires étrangères

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mercredi, le ministre tunisien des Affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'étranger, M. Mohamed Ali Nafti, et la délégation l'accompagnant. Mohamed Ali Nafti, en visite en Algérie dans le cadre de la réunion du Mécanisme tripartite des pays voisins concernant la Libye, prévue jeudi, avait été reçu auparavant par le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, au siège du ministère. Cette rencontre a permis de « passer en revue le développement des différents axes des relations de fra-

ternité et de coopération liant les deux pays frères, grâce à l'attention particulière accordée à ces relations par les dirigeants des deux pays, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et son frère le président Kais Saïed », précise la même source. A cette occasion, les deux parties ont souligné « l'importance de saisir l'opportunité des préparatifs en cours pour la tenue de la 23<sup>e</sup> session de la Grande commission mixte algéro-tunisienne, pour réaliser de nouvelles avancées et concrétiser davantage d'acquis en vue de hisser les relations bilatérales aux plus hauts niveaux de partenariat et d'intégration possibles ». Le président de la République a

également reçu, mercredi, le ministre égyptien des Affaires étrangères, de l'Immigration et des Expatriés égyptiens, M. Badr Abdel-Ati, accompagné d'une délégation et porteur d'un message du président égyptien, M. Abdel Fattah Al-Sissi, au président de la République. Les audiences se sont déroulées en présence du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, et du conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires diplomatiques, M. Amar Abba.

## ANALYSE

El-Houari Dilmî

**A**vec des vents de près de 300 km/h, l'ouragan Melissa a fait près d'une centaine de morts dans les Caraïbes, en Jamaïque et en Haïti notamment. Il paraît donc évident que la colère des éléments semble aller vers son paroxysme.

Et même si tous les experts du climat ne sont pas d'accord, de plus en plus de scientifiques se penchent sur le possible lien entre pluies, ouragans, sécheresses et les tremblements de terre. Pour les experts climatologues, l'influence des phénomènes météorologiques pourrait être d'apporter de l'eau dans le sous-sol jusqu'au niveau des failles, et jouer ainsi le rôle de lubrifiant facilitant la rupture et donc la survenue de séismes. La tectonique active de la région nord-algérienne est bien connue, tout le nord du pays est sujet à une sismicité continue. « La prévention contre ce genre de fléaux naturels relève plutôt du boulot des ingénieurs spécialisés en génie parasismique et surtout chargés de développer ce que l'on appelle un « code parasismique », selon le

### Mieux gérer les risques naturels

sismologue et géologue algérien Mustapha Meghraoui. De l'avis même de cette référence mondiale en matière de sismologie, l'Algérie a

l'avantage de disposer de l'un des meilleurs codes parasismiques au monde avec des ingénieurs de très haut niveau, sauf, prévient-il, « ce code n'est pas appliqué sur le terrain de la réalité ». « Le code parasismique algérien est très bon, il suffit de le modéliser et de l'affiner en permanence », plaide-t-il. Si les différents corps constitués organisent régulièrement des exercices de simulation d'un séisme pour préparer les différentes équipes à une intervention rapide et efficace, la question est de savoir si les normes de construction parasismiques sont respectées en Algérie. Il faut le rappeler : l'Etat, en tant que puissance publique, doit sévir en cas de manquement au respect des règles de construction parasismique. Les cahiers des charges, qui contiennent des clauses obligatoires relatives aux normes parasismiques, doivent être absolument respectés.

mandes émanant de neuf organisations humanitaires visant à acheminer d'urgence des abris tels que des tentes, des kits d'étanchéité et de construction, de la literie, des ustensiles de cuisine et des couvertures, soit près de 4.000 palettes », ajoute le NRC. « Nous avons très peu de temps pour protéger les familles des pluies et du froid hivernaux », a déclaré Angelita Caredda, directrice régionale pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord du Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC), qui appelle la communauté internationale à « agir sans délai pour garantir un accès rapide et sans entrave ».

Sur les 23 demandes rejetées, « 21 ont été refusées au motif que les organisations requérantes n'étaient pas autorisées à acheminer de l'aide humanitaire à Ghaza », y compris des organisations dûment enregistrées en Israël, explique le communiqué du NRC, notant que « même les agences considérées comme autorisées sont confrontées à des procédures douanières longues et opaques ».

Pour illustrer ces blocages, le NRC cite l'exemple d'un « membre du Groupe sectoriel abris, remplissant tous les critères », qui a dû attendre « plus de sept mois pour obtenir le « numéro de don » requis par les auto-

rités israéliennes pour entamer le dédouanement ».

Autre aspect évoqué, le NRC alerte également sur l'urgence de « l'intervention d'engins lourds pour débayer les quelque 55 à 60 millions de tonnes de décombres » à Ghaza, sans lesquels et sans accès sécurisé, « même l'installation d'abris temporaires reste fortement compromise ». « Le déminage est également essentiel pour permettre aux populations de regagner leurs communautés en toute sécurité » ajoute le Conseil norvégien pour les réfugiés.

### CISJORDANIE OCCUPÉE : DES FORCES SIONISTES DÉTRUISENT DES FERMES ET ABAT- TENT DES MILLIERS DE VOLAILLES

Les forces d'occupation israéliennes ont détruit deux exploitations agricoles palestiniennes en Cisjordanie occupée, anéantissant un élevage de volailles, ont indiqué des responsables locaux cités par l'agence de presse palestinienne Wafa.

Les attaques se sont déroulées dans le village d'Oum al-Rihan, à l'ouest de Jénine, où des soldats sionistes ont pris d'assaut un élevage de volailles, électrocutant 7.000 pou-

les pondeuses et détruisant l'ensemble de la structure d'élevage de 1.000 m<sup>2</sup>, ajoute Wafa.

Selon la même source, le propriétaire de la ferme estime ses pertes à plus de 130.000 dollars, lors de l'attaque menée par un bulldozer encadré par des véhicules militaires.

À Wadi Foukin, à l'ouest de Beyt Lahm, des soldats sionistes ont démoli un bâtiment agricole appartenant à un agriculteur, prétextant l'absence de permis de construire.

Ces attaques barbares interviennent quelques jours après un assaut de colons israéliens contre un hameau palestinien dans les collines du sud d'Al Khalil dont les images d'une caméra surveillance, diffusées sur Internet, montrant ces hordes sauvages abattre des agneaux en les jetant avec force sur le sol.

A Naplouse, des colons sionistes ont coupé, mercredi, des dizaines d'oliviers dans le village de Qaryut, au sud de la ville, mercredi.

« Bashar Qaryuti, militant anti-colonisation, a déclaré que lorsque les habitants sont arrivés sur leurs terres, dans la plaine orientale, après avoir obtenu l'autorisation d'y accéder et de récolter leurs olives, ils ont découvert que des colons avaient entièrement rasé des dizaines d'arbres », rapporte Wafa.

**Le Quotidien**  
D'ORAN

Edition Nationale d'Information  
Editée par la SPA  
ORAN - PRESSE  
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président  
Directeur Général  
Directeur  
de la Publication  
Mohamed Abdou  
BENABBOU

Direction - Administration

Rédaction

63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N°110 - Oran  
Tél. 041.23.25.22  
23.25.23 / 23.25.24  
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21  
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie  
"Le Quotidien d'Oran"  
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"  
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>

E-mail : [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)

[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)

[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)

[lequotidiendoran@yahoo.fr](mailto:lequotidiendoran@yahoo.fr)

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est : SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77  
E-mail : [agence.regie@anep.com.dz](mailto:agence.regie@anep.com.dz) / [programmation.regie@anep.com.dz](mailto:programmation.regie@anep.com.dz) / [agence.oran@anep.com.dz](mailto:agence.oran@anep.com.dz) / [agence.annaba@anep.com.dz](mailto:agence.annaba@anep.com.dz) / [agence.ouargla@anep.com.dz](mailto:agence.ouargla@anep.com.dz) / [agence.constantine@anep.com.dz](mailto:agence.constantine@anep.com.dz)



## Réunion du Gouvernement Lutte contre les stupéfiants, santé et foncier au menu



Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen de deux projets de décrets exécutifs s'inscrivant dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale de prévention des stupéfiants, ainsi que de communications relatives aux secteurs de la Santé et du foncier agricole, indique un communiqué des services du Premier ministre. Dans le prolongement des travaux de la réunion du Gouvernement du 22 octobre 2025, le Gouvernement a poursuivi l'examen des deux projets de décrets exécutifs fixant, respectivement, les conditions et les modalités de dépistage de l'usage de stupéfiants et/ou de substances psychotropes dans les établissements d'éducation, d'enseignement et de formation, ainsi que les conditions et les modalités de prévention de l'usage de stupéfiants et/ou de substances psychotropes lors du recrutement dans les secteurs public et privé.

Pour rappel, ces deux projets de décrets exécutifs, qui s'inscrivent dans le cadre de la mise œuvre de la stratégie nationale de prévention des stupéfiants et des substances psychotropes 2025-2029, visent à consolider la protection de nos enfants et jeunes, ainsi que les milieux professionnels, de ce fléau.

Par ailleurs, le Gouvernement a

entendu une communication sur la réorganisation de l'investissement du secteur privé dans le domaine de la santé.

A cette occasion, il a été mis en exergue le potentiel croissant du secteur privé, son encadrement par un dispositif législatif et réglementaire incitatif, ainsi que son évolution continue. Il a été également souligné l'intégration de l'investissement privé dans la stratégie nationale de santé et les mesures engagées par les pouvoirs publics pour encourager et accompagner son développement, dans une logique de complémentarité avec le secteur public.

Enfin, le Gouvernement a entendu une communication sur l'état d'avancement des travaux relatifs à l'assainissement du foncier agricole relevant du domaine privé de l'Etat dans les différentes formules d'attribution et d'exploitation.

Cette opération, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du Président de la République, a pour objectif la régularisation de la situation du foncier agricole et la facilitation de l'exploitation des terres, grâce à la mise en place de commissions au niveau des wilayas et des daïras.

Elle vise également à améliorer la coordination et à accélérer les procédures de récupération des terres inexploitées.

## Pluies orageuses sur plusieurs wilayas du pays

Des pluies orageuses affecteront, aujourd'hui jeudi, plusieurs wilayas du pays, indique un Bulletin météorologique spécial (BMS), émis mercredi par l'Office national de météorologie.

De niveau de vigilance «jaune», le BMS concerne les wilayas de

Skikda, Mila, Guelma, Bejaia, Constantine, Sidi Bel Abbés, Sétif, Jijel, Souk-Ahras, Annaba, El Tarf, Ain Temouchent et Tlemcen, précise la même source.

En outre, des vents sont annoncés, durant la même journée, sur la wilaya d'Alger.

## El Tarf

### Une stèle en hommage aux démineurs soviétiques

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, a procédé, mercredi dans la commune d'El Aioun, daïra d'El Kala (w. El Tarf), à l'inauguration d'une stèle en hommage aux démineurs soviétiques. Lors de cette cérémonie d'inauguration qui s'est déroulée en présence du Colonel russe à la retraite, M. Andrei Pavlenko, une gerbe de fleurs a été déposée devant cette stèle.

Cette inauguration se veut un

hommage et une reconnaissance des efforts des démineurs de l'Armée soviétique qui, au lendemain de l'indépendance, durant la période 1962-1965, ont participé, avec courage et bravoure, aux côtés de leurs camarades de l'Armée nationale populaire (ANP), aux opérations de déminage le long des frontières algériennes des mines antipersonnel posées par l'occupation française. Le président de la République a reçu, mardi, le colonel russe à la retraite, Andrei Pavlenko. Je souhaite une joyeuse commémoration du

1er novembre à l'Algérie nouvelle", le mois qui a marqué le déclenchement de la Guerre de libération nationale, couronnée par l'indépendance du pays, "grâce au sang des martyrs", a déclaré M. Pavlenko, au sortir de l'audience que lui a accordée le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. A cette occasion, le colonel russe à la retraite a adressé un message aux jeunes générations, les exhortant à "préserver l'Algérie, comme l'ont fait leurs aïeux", avant de rendre un hommage à l'amitié algéro-russe.

**Raïna**  
**Raïkoum**  
Sid Lakhdar Boumediène

### Le dictionnaire de Donald

Le dictionnaire de Donald Trump a un trou béant dans les pages des mots commençant par G. Je me le suis procuré et j'ai retrouvé les mots, géant, gorgé de narcissisme, grandiloquence, gargantuesque, glamour et ainsi de suite. Jusque-là, ce dictionnaire est parfaitement en accord avec des personnages comme lui, aucun souci pour le valider en bonne source lexicale trumpienne.

Sauf un mot débutant par la lettre G dont l'absence m'avait intrigué, celui de génocide. Après une minutieuse recherche, j'ai fini par le retrouver. Il était dissimulé à travers ce trou béant dont je viens de parler. On y trouve effectivement la définition mais une précision troublante, « mot qui n'est pas à attribuer à Israël ».

Comme pour ses prédécesseurs, il semble exclu du vocabulaire trumpiste. Vous connaissez tous les dictionnaires de langue, il est toujours mentionné que tel mot ou telle expression sont plutôt utilisés pour tel ou tel pays de la zone de la même langue, comme par exemple en espagnol, en Espagne ou en pays d'Amérique latine. Si nous n'avons pas retrouvé facilement le mot dans sa définition rigoureusement établie, ni dans son dictionnaire ni dans ses déclarations, il a su pourtant le repérer. Et d'une manière extrêmement rapide lorsqu'il s'est agi du Nigéria. Comment expliquer ce miracle ? Tout simplement parce que les massacres lui semblent être perpétrés contre les chrétiens du Nigéria par des milices fondamentalistes de l'islam. C'est curieux, non ?

Mais encore, dans sa lecture, il y a une subtilité. Pour la majorité d'entre eux, il s'agit d'évangélistes. Et qui sont majoritairement les évangélistes aux Etats-Unis ? Ils représentent le cœur de la base électorale MAGA (Make America Great Again), celle qui soutient leur leader évangélique, celui dont ils pensent être l'envoyé de Dieu sur terre pour les délivrer de tous les maux qu'ils jugent être destructeurs de l'Amérique blanche, chrétienne et puritaine.

C'est tout de même étonnant que cette profonde interprétation des mots pour ne retenir que ceux qui alimentent sa puissance. Je ne

dirais pas qu'ils alimentent son idéologie car il n'en n'a qu'une, son pouvoir, son narcissisme et l'argent.

Donald Trump ne s'est pas embarrassé de prononcer ce mot alors qu'il n'a aucune justification dans ce cas précis. Certes la situation est épouvantable et les crimes sont d'une barbarie sans nom. Mais ce n'est pas le fait de l'Etat nigérian.

Il s'agit de milices incontrôlables que l'Etat combat. On peut suspecter cet Etat de n'avoir pas mis, très hypocritement, tous les efforts pour arrêter les crimes des milices extrémistes musulmanes mais Trump a-t-il considéré que les Palestiniens n'étaient pas tous engagés dans le massacre du 7 octobre. Et qu'ils n'avaient plus d'Etat constitué librement.

Ce pays compte environ la moitié de musulmans en correspondance avec celle des chrétiens. La faible partie restante étant constituée d'animistes. Les musulmans sont les premières victimes de ces milices extrémistes. Trump ne perçoit en eux que des responsables du tout.

C'est vrai que Donald Trump a menacé d'intervenir car avec l'argument que l'Etat ne faisait pas tout pour arrêter le massacre et l'encourageait. Mais a-t-il eu les mêmes pensées pour les Palestiniens.

A-t-il un seul instant imputé le génocide perpétré contre ce peuple aux dirigeants de l'Etat d'Israël et à la passivité complice de la majorité de sa population ?

Il avait promis pendant sa campagne électorale qu'il n'engagerait aucun soldat ni n'entraînerait les Etats-Unis dans un conflit militaire. Le voilà qu'il en menace la terre entière. Ou plutôt celle qui refuse de se plier à ses désirs ou est en contradiction avec les valeurs racistes de sa secte MAGA. Décidément, Trump est Trump en toutes circonstances.

## 81 kilos de cocaïne saisis en une semaine

Des tentatives d'introduction de plus de quatre (4) quintaux de kif traité via les frontières avec le Maroc, ont été mises en échec, alors que 81 kilogrammes de cocaïne ont été saisis lors d'opérations exécutées par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), en coordination avec les différents services de sécurité, durant la période du 30 octobre au 4 novembre, indique mercredi un bilan opérationnel de l'ANP.

«Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période allant du 30 octobre au 04 novembre 2025, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigi-

lance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national», précise la même source.

Dans le cadre de la lutte antiterroriste, «des détachements de l'ANP ont arrêté 8 éléments de soutien aux groupes terroristes, dans différentes opérations à travers le territoire national», note le communiqué.

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et «en continuité des efforts déployés afin de contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité, lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires, 71 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de (4) quintaux et de (82) kilogrammes de kif

traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que 81 kilogrammes de cocaïne et 299023 comprimés psychotropes ont été saisis», ajoute le même source.

A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Guezzam et Illizi, des détachements de l'ANP «ont arrêté 385 individus et saisi 32 véhicules, 348 groupes électrogènes, 172 marteaux-piqueurs, ainsi que des quantités de mélange d'or brut et de pierres et d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite».

De même, «21 autres individus ont été appréhendés et 15 fusils de chasse, 67620 litres de carburant, ainsi que 18 quintaux de tabacs et 19 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande et la spéculation ont été saisis, et ce, lors d'opérations distinctes».



## Dépénaliser l'acte de gestion publique

# Restaurer la confiance sans affaiblir la responsabilité

« on est souvent dupé par la défiance que par la confiance »

Auteur inconnu

Par Boudina Rachid\*

La dépenalisation de l'acte de gestion publique ne relève pas d'une complaisance, mais d'une nécessité : celle de rendre à l'administration sa capacité d'initiative. Sans confondre protection et impunité, il s'agit de replacer la responsabilité dans son cadre naturel, celui de la loyauté, de la transparence et de la bonne foi. C'est dans cet esprit que doit s'amorcer la réforme tant attendue de la gouvernance publique.

### UNE ADMINISTRATION PARALYSÉE PAR LA PEUR

Depuis plusieurs années, l'administration algérienne vit dans un climat de prudence extrême. Les responsables publics hésitent à décider, redoutant que le moindre acte de gestion soit interprété comme une faute pénale.

La décision devient alors un risque et l'inaction un refuge.

Cette peur institutionnelle freine l'action et dénature la mission de service public. L'Etat, qui devrait encourager l'initiative et la responsabilité, se voit entraîné dans une spirale d'immobilisme administratif. La dépenalisation, loin d'être une faveur, est avant tout un levier de libération de l'action publique.

### LA RESPONSABILITÉ DÉVOYÉE PAR LA SUSPICION

Dans la sphère de la fonction publique deux articles du statut général illustrent parfaitement cette dérive.

L'article 47 rend le fonctionnaire responsable de ses actes combien même lorsqu'il ne fait qu'exécuter un ordre de son chef hiérarchique. D'un autre côté, l'article 174 autorise la suspension du fonctionnaire dès l'ouverture d'une poursuite pénale ou d'une simple enquête préliminaire et avant même tout jugement.

Ce faisant, ces dispositions aboutissent à instaurer une présomption de culpabilité. Le fonctionnaire devient suspect avant d'être entendu, ce qui est contraire aux principes du droit pénal et très normalement cette situation alimente la peur de décider et fragilise la notion même de la responsabilité. Aujourd'hui, il s'agit de bien concevoir que :

-La faute de gestion, de nature administrative, relève du contrôle interne ou financier ;

-La faute pénale, d'intention coupable, relève du juge.

Entre les deux, le champ d'action du gestionnaire doit être préservé. C'est-à-dire qu'il faut accepter qu'en agissant dans l'intérêt légitime et justifié du service et qu'aucune faute intentionnelle ou négligence grave n'est prouvée, le juge doit évaluer les circonstances atténuantes de la faute et la bonne foi du fonctionnaire.

### XXL'ACTE DE GESTION SOUS TENSION PERMANENTE

Dans le contexte actuel, chaque signature, chaque visa, chaque commande publique est susceptible d'être analysée presque systématiquement sous l'angle pénal. Une erreur d'appréciation, un retard ou une négligence peut être assimilée à un délit. Il se passe ainsi, que cette confusion mine la confiance à tous les ni-



veaux et stérilise l'action.

Or, agir pour l'intérêt général ne devrait jamais conduire à un risque personnel. Le gestionnaire public doit pouvoir exercer son jugement, dans le respect des textes, sans craindre d'être sanctionné pour avoir décidé.

Il est évident de considérer ici que la clarté des règles est ici le premier rempart contre l'arbitraire.

### LES MARCHÉS PUBLICS, UN TERRAIN D'INCERTITUDE

Ce n'est pas un hasard, mais c'est bien dans le domaine des marchés publics que la peur de gérer et de s'engager atteint son paroxysme.

Il n'est pas question de rappeler ici toutes les séquences et les risques qui sont liés aux marchés publics qui sont susceptibles d'exposer le gestionnaire au doute et à l'angoisse du gestionnaire. Aussi, prenons à la louche quelques-uns de ces moments qui marquent l'enchaînement de la commande publique :

Le décret présidentiel n°15-247 du 16 septembre 2015, notamment son article 13, autorisait la passation simplifiée de marchés de faible montant (12 millions de dinars pour les travaux ou fournitures, 6 millions pour les études ou services).

Cette mesure visait à rendre souple et efficace le procédé des marchés publics dans l'hypothèse citée ci-dessus. Qu'en est-il advenu dans la pratique ?

La plupart du temps, elle a donné lieu à une interprétation divergente de des dispositions dérogatoires, chacun les a compris à sa manière, et qui de but en blanc ont semé doute et confusion.

Il est arrivé même que certains gestionnaires ont été poursuivis pour avoir appliqué cette disposition, tandis que d'autres ont été admonestés pour ne pas l'avoir utilisée.

Ainsi, un instrument de simplification est devenu un piège juridique nourri non pas par la règle, mais par l'incertitude de son application.

V - Pour une simplification encadrée. Pourtant, supprimer la procédure adaptée reviendrait à étouffer la souplesse que l'autorité avait voulu introduire. Le mieux, serait plutôt de promouvoir une normalisation encadrée, garantissant à la fois la transparence et la sécurité juridique : Trois mesures concrètes s'imposent : 1-Fixer des modalités de consultation claires, imposant au moins trois devis pour toute commande simplifiée ; 2-Définir les pièces justificatives obligatoires à conserver dans chaque dossier ; 3-Instituer un contrôle a posteriori plutôt qu'une suspicion a priori.

La transparence devient ainsi la règle, et la peur cesse d'être le moteur de la décision ou de la non décision. De ce fait, le

gestionnaire agit dans un cadre connu, traçable et vérifiable, sans craindre la sanction pour avoir pris des risques.

### L'INFLATION PÉNALE ET LA CONFUSION DES JUGES

La frontière entre faute et infraction s'est Lbrouillée au fil des années.

Les articles 26 et 27 de la loi n°06-01 sur la prévention et la lutte contre la corruption ont élargi la notion « d'infraction de gestion » à des irrégularités purement techniques. Le juge pénal, le juge financier, le juge administratif interviennent désormais sur le même terrain de chasse, sans chercher à coordonner leurs efforts.

Le danger, c'est que tout cela a conduit à une pénalisation rampante de l'action publique, même si l'excès de contrôle ne garantit pas la probité.

Bien au contraire, il engendre une paralysie qui bloque le bon fonctionnement de l'administration, autant en son centre que dans sa périphérie.

La bonne voie, serait de revenir et d'encourager une logique de responsabilité mesurée, qui fait que seule l'intention frauduleuse fonde la culpabilité.

VII - Réhabiliter la confiance dans la décision publique

Dépénaliser ne signifie pas exonérer, mais redéfinir le périmètre de la responsabilité.

Il s'agit de reconnaître la valeur de la bonne foi et de la loyauté professionnelle. Un gestionnaire qui agit selon les règles et dans l'intérêt de l'institution ne doit pas craindre d'être traité en prévenu potentiel.

Trois pistes pour guider cette réforme :

1-Clarifier les textes pour éliminer les contradictions entre les différents régimes juridiques de responsabilité ;

2-protéger le gestionnaire de bonne foi grâce à une instance d'arbitrage préalable aux poursuites ;

3-moderniser les pratiques et les modalités de fonctionnement de l'administration par la numérisation et la traçabilité de ses actes, garantissant de la sorte transparence et preuve de l'intégrité.

C'est ainsi que la responsabilité administrative redeviendra une valeur et non une menace.

Conclusion

La dépenalisation de l'acte de gestion publique ne vise pas à amoindrir la rigueur du contrôle, mais à réconcilier la loi et l'action. Un pays ne peut pas se construire sur la peur de décider. Son administration doit retrouver la confiance, non pour échapper à la sanction, mais pour mieux servir l'intérêt général.

La justice doit sanctionner la corruption, non l'initiative. La responsabilité doit s'apprécier dans le mouvement, non comme une entrave.

Redonner au gestionnaire la faculté d'agir pour le bien public, sans craindre une menace constante et imminente qui plane au-dessus de sa tête, c'est le réhabiliter et lui donner la sérénité, et c'est redonner en même temps à l'Etat d'aller de l'avant.

La dépenalisation, bien comprise, est donc moins une réforme juridique qu'un contrat de confiance qui ne doit pas souffrir d'être remis en cause sur un doute, une équivoque ou le qu'en dira-t-on.

\* Énarque retraité

### Publicité

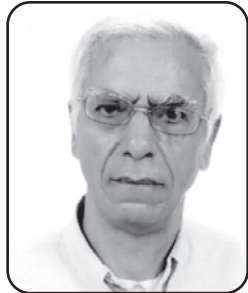
#### PENSÉE

LAKEDJA Abdelkader

Papa.. Cinq ans sont passés, mais le temps n'efface rien. Ton sourire, ta voix, ton amour nous accompagnent chaque jour. Tu vis à travers nos souvenirs, nos gestes, nos prières.

Allah Yarahmek

Tes enfants Hizia, , Karima, Yacine et leur maman qui ne cessent de penser à toi, en ce 07 novembre, jour où tu es parti, mais jamais oublié



#### PENSÉE

Aujourd'hui 06/11/2025 marque quatre ans depuis que nous avons perdu notre cher père et grand-père

Hadj CHIALI Mourad

Père et grand-père exceptionnel et aimé de tous. Sa vie n'a été que bonté, générosité et affection (ceux que nous avons aimés et que nous avons perdus ne sont plus où ils étaient mais ils sont toujours et partout où nous sommes).

Ses enfants et petits-enfants, à jamais marqués par cette perte, demandent à ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée à sa mémoire. «A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons»





## Développement local

# Renforcer l'attractivité économique des communes, le challenge de Saïd Sayoud !

**Des responsables locaux coupables de mauvaise gestion et de tricherie ont été limogés par le passé « Ces comportements n'ont pas leur place dans l'Algérie nouvelle », avait mis en garde Abdelmadjid Tebboune.**



Par Cherif Ali\*

**S**ur les 1541 communes que compte le pays, 950 sont pauvres et sans ressources financières leur permettant de répondre aux besoins de leurs citoyens.

L'État, à l'évidence, n'est plus en mesure de supporter, à lui seul, les charges de ces collectivités locales, comme cela a été le cas jusqu'à présent !

Les pouvoirs publics n'ont pourtant pas économisé leurs efforts pour renforcer les financements propres des communes, en peine perdue, sommes-nous tentés de le dire, dès lors que ces dernières restent excessivement dépendantes du budget de l'État.

Plus de la moitié d'entre elles, soit 62%, sont déficitaires, alors que les communes les plus riches ne représentent que 7% de l'ensemble des APC. Quant au reste, elles « vivent » comme elles peuvent, et le service public s'en ressent bien sûr !

Les communes vont souffrir à cause de la baisse du taux de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP) ce qui va impacter gravement leur trésorerie, même si, croit-on savoir, cette taxe sera compensée par une subvention à partir des recettes pétrolières.

En valeur absolue, c'est une perte de près de 80 milliards de dinars pour l'ensemble des communes ! Pour la précision, rappelons que 58% des recettes communales proviennent de la TAP, 35% de la TVA et que les autres impôts ne représentent que 4% de la fiscalité locale. Du côté du ministère de l'Intérieur, on a toujours parlé de nouvelles mesures visant à faciliter le recouvrement des impôts, comme la taxe foncière, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

On a évoqué même la possibilité d'engager des huissiers de justice ou de mettre en place des équipes spécialisées pour assurer ces recouvrements qui sont dus aux impôts.

On a entamé aussi des négociations avec le ministère des Finances pour voir dans quelle mesure on peut donner de nouvelles prérogatives en la matière aux élus, ou comment faire pour que des cimenteries et autres carrières d'aggrégats implantées, par exemple, à Meftah ou à Tissemsilt puissent profiter aux communes où elles sont implantées.

### DES VŒUX PIEUX, PEUT-ÊTRE PAS CONNAISSANT SAÏD SAYOUD, LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR ET DES COLLECTIVITÉS LOCALES ET DES TRANSPORTS

Il semble décidé de secouer le cocotier, maintenant que « le programme rattrapage dans les zones d'ombre » avec une enveloppe de plus de 341 milliards de dinars, a permis de réaliser « plus de 29.000 projets, soit l'équivalent de 98,7% ».

Rappelons au passage, que « les efforts consentis ont touché près de 6,2 millions d'habitants, avec notamment le raccordement de plus de 580.000 habitations au réseau d'eau potable et de plus de 100.000 habitations au réseau électrique, outre la réhabilitation et la

renovation de 9.000 km de routes et l'ouverture de 5.000 km de pistes dans ces régions ».

Rappelons que le Premier ministre d'alors, avait insisté lourdement lors de la dernière rencontre gouvernement-walis sur cet aspect; il avait parlé de la nécessité de l'établissement de « contrats de performance entre les maires et les walis ». Les uns et les autres sont, en principe, tenus de rendre compte, non seulement des taux de consommation des crédits, mais aussi et surtout de la valeur ajoutée en matière d'investissement, de postes créés en matière d'emploi, de ressources propres valorisées et de nombre de problèmes réglés.

### UN SACRÉ DÉFI POUR DES RESPONSABLES LOCAUX HABITUÉS AUX ORDRES DU POUVOIR CENTRAL ET, SURTOUT, À DÉPENSER SANS COMPTER !

**L**e temps n'est-il pas venu pour les maires de faire face, seuls, à toutes les dépenses budgétaires ? Ne doivent-ils réfléchir et trouver comment innover et gérer leur budget ?

Loin des subventions d'équilibre octroyées jusque-là très généreusement par les pouvoirs publics ! Il faudrait pour cela, crise oblige, rogner sur les budgets, reporter des projets non prioritaires et surtout chercher de l'argent pour investir et créer de l'emploi localement. Des APC disposent, pour certaines, de ressources patrimoniales très importantes, mais peu d'entre elles font l'effort de les récupérer ou de les valoriser : un chiffre pour illustrer ce propos : le rendement des biens immobiliers des communes ne dépasse pas les 7% des ressources locales !

### MAIS SINON À QUOI FAUDRAIT-IL S'ATTENDRE DES RÉFORMES À VENIR ?

**O**n croit savoir que cela touchera essentiellement, voire exclusivement, le domaine économique. Peu d'informations ont circulé, par exemple, à propos des codes de la commune et de la wilaya.

Il en est de même des finances et de la fiscalité des communes, le nerf de la guerre ! L'on a évoqué l'importance à accorder au rôle économique des communes à l'effet de permettre l'émergence d'une « véritable » économie locale qui constitue un « des fondements du développement et de la croissance économique de notre pays ».

Les élus auront dans ce sens une large manœuvre pour participer au développement local à travers notamment « la création des zones d'activité et le lancement de projets créateurs d'emplois et de richesse. »

### SUR LE PLAN LÉGISLATIF, LES MAIRES N'AURONT PLUS À SE PLAINDRE DE BLOCAGES ADMINISTRATIFS

**I**l leur appartiendra d'innover en la matière pour améliorer les conditions de vie des citoyens de leur localité, mais certainement sous l'œil de l'administration, qui veillera sur le respect des procédures réglementaires. La libération des initiatives est évidente si on parle de la révision des textes régissant les collectivités locales, mais la décentralisation absolue du pouvoir de décision attendra encore. Un élargissement des prérogatives des présidents d'APC, de sorte que la commune devienne le centre de décision au niveau local, et une dépénalisation « effective » de l'acte de gestion constituent par ailleurs les deux conditions essentielles pour relancer l'investissement, la croissance et le développement sur le plan local et national.

En théorie, une libération de l'initiative locale contribuerait à l'amélioration du vécu des populations locales, mais il y a des conditions à remplir par les élus locaux, eux-mêmes, dont la compétence et l'intégrité notamment.



Deux critères qui n'ont pas toujours été remplis lors des précédentes mandatures ; il n'y a qu'à voir le nombre d'élus poursuivis devant les tribunaux ou condamnés à des peines privatives de liberté pour s'en rendre compte. Toutefois, il faut rappeler cette vérité : les communes ne disposent pas, contrairement à ce qu'on pense, du pouvoir fiscal.

Elles sont tributaires de la redistribution de la fiscalité ordinaire par le biais du Fonds commun des collectivités locales, qui s'est transformé entre-temps en Caisse de garantie des collectivités locales, tout en gardant ses vieilles habitudes et sa frilosité légendaire.

Il y a aussi ces inadéquations entre cette redistribution et les missions attribuées aux communes, dont la plupart trouvent d'énormes difficultés pour financer des projets et surtout à prendre en charge l'entretien des établissements scolaires et autres centres de santé.

### DE CE QUI PRÉCÈDE, QUE COMPTE FAIRE SAÏD SAYOUD POUR DYNAMISER L'ÉCONOMIE LOCALE ?

1. Il a appelé à une révolution économique à travers l'implication de la société civile, le soutien à l'investissement et l'exploitation des potentialités locales.
2. Il a insisté sur le fait que le développement ne se limite pas aux projets matériels, mais doit aussi inclure la justice sociale et une approche participative, impliquant les élus locaux et les citoyens.
3. Il a également mis en avant des projets stratégiques et des programmes comme « Adil » pour renforcer les capacités locales et créer des emplois durables.

4. Il encourage les autorités locales à faciliter l'investissement privé, à simplifier les procédures et à créer un climat favorable pour les investisseurs.

5. Il a identifié des régions comme In Guezam, en raison de sa position stratégique, comme un potentiel axe économique et commercial africain, grâce à ses atouts économiques, agricoles et touristiques.

6. Il a rappelé que la priorité des projets doit être la pérennité et la création d'emplois stables. Mais sinon est-il possible de gérer les communes comme des entreprises ?

Selon les experts, il faut arrêter de croire que les communes, en Algérie, ont des vertus « créatrices de valeurs » tout comme les entreprises, dès lors que ce ne sont pas les mêmes règles commerciales, comptables et juridiques qui les régissent !

Elles ne disposent également ni de l'expertise ni du professionnalisme des entreprises et de leurs gestionnaires.

Et donc la vision prospective d'un maire gérant sa commune comme une entreprise économique apparaît comme utopique au regard des difficultés listées supra. À moins que les urnes à venir, ne nous surprennent avec l'émergence d'une génération de maires « entrepreneurs » qui viendraient booster l'économie locale à travers la création de richesses et d'emplois, si rares en ces temps de crise !

Et avec cette condition sine qua non : un élargissement des prérogatives des présidents d'APC, de sorte que la commune devienne le centre de décision économique au niveau local, et une dépénalisation « effective » de l'acte de gestion qui constituent les prérequis pour relancer l'investissement, la croissance et le développement sur le plan local et national.

\* Ancien Cadre supérieur de l'Etat



## La révolution agraire

## ■ Un acte souverain et une réponse idoine de décolonisation de notre agriculture

Par Mahmoud Chabane

## 1ère partie

Ce titre accrocheur, m'a, bien évidemment, interpellé au même titre que toutes celles et tous ceux élevés dans les valeurs de la Révolution de libération nationale, pour avoir participé, sur le terrain, à la matérialisation des objectifs de la Révolution Agraire.

Si j'ai tenu à réagir à travers cette modeste contribution, c'est qu'il ne faut surtout pas oublier que ce sont ces valeurs partagées et jalousement défendues par les « indigènes » insoumis qui ont permis à ces derniers, de mettre fin, au prix d'énormes sacrifices et de luttes, à une colonisation barbare et dévastatrice. C'est pourquoi, je me dois d'apporter un éclairage sur la portée de cette Révolution agraire que les moins de 45 ans ne peuvent pas connaître par le simple fait que le mot Révolution, fut rangé, depuis l'INFITAH décrétée dès le début des années 1980, aux oubliettes. La résurgence salutaire de ce mot, aujourd'hui que la souveraineté alimentaire de notre pays est au cœur des préoccupations de l'heure, m'amène à partager mon expérience professionnelle pour parler de la Révolution agraire qui constitue, à mon sens, la réponse idoine pour corriger les méfaits de la longue nuit coloniale.

## MÉFAITS DE LA COLONISATION SUR NOTRE AGRICULTURE

Tout d'abord cette question lancinante. Peut-on raisonnablement parler de développement agricole en Algérie sans évoquer l'impérialisme français et prendre le risque de passer sous silence par perte et profit les méfaits multiples et diversifiés qu'il a perpétrés durant 132 ans à l'endroit d'un peuple qui ne l'a jamais invité ou sollicité? À moins de faire l'autruche et de se laisser entraîner par la politique de l'oubli, à l'évidence la réponse est non. Aussi, pour comprendre les difficultés et contraintes structurelles auxquelles se trouvent confrontées les actions de développement et de modernisation de notre l'agriculture, il est essentiel de convoquer cette page de l'Histoire de l'Algérie, noircie par l'impérialisme colonial français.

L'objectif premier de ma contribution n'étant pas de faire l'inventaire des actes barbares, au demeurant innombrables, j'estime utile de rappeler que l'impérialisme français était venu semer la mort, remplacer un peuple par un autre importé d'outre-mer, et qu'il est par nature prédateur, pillier, destructeur, esclavagiste,.... C'est pourquoi il s'est accaparé des terres les plus fertiles, dont la superficie totale serait, selon les historiens sérieux, de trois millions d'hectares et des ressources hydriques, et a réduit en esclavage tout un peuple resté fier et digne, alors que spolié de ses ressources naturelles (terre et eau) et reclus dans la misère, la famine et les privations de liberté, et pas que.

La colonisation française s'était attelée à mettre en place, sur les terres les plus fertiles et la ressource en eau spoliées à notre paysannerie, un plan de cultures complémentaire à celui de la métropole dont la finalité était de produire des fruits et légumes gorgés de soleil et aux goûts et senteurs raffinés destinés à la bourgeoisie française. Ce plan de cultures, installé au fur et à mesure de l'avancée foudroyante de la colonisation, a conduit inexorablement à l'introduction de nouvelles cultures et ce, bien évidemment, au détriment des espèces et variétés végétales autochtones (nées

C'est au hasard d'une de mes lectures de la presse qu'un article consacré aux travaux de la « conférence nationale sur la modernisation de l'agriculture » qui s'est tenue le 27 octobre 2025 au CCI, que son auteur avait titré « une deuxième Révolution agraire » sans les nationalisations et les villages agricoles, avait retenu mon attention.



et élevées en Algérie) adaptées aux conditions pédoclimatiques de nos diverses régions, aux besoins et habitudes alimentaires et culturels des Algériens.

Parmi les espèces introduites dans ce cadre en remplacement des cultures autochtones, qui ont bouleversé nos habitudes alimentaires, il y a lieu de citer principalement le blé tendre (utilisé comme blé de force pour améliorer la piètre qualité boulangère du blé tendre produit en France) et la vigne de cuve dont le vin servait pour améliorer l'assemblage des vins et, bien entendu, toute la variété de fruits et légumes cultivés pour être exportés.

À elles seules, les deux principales cultures installées au détriment des cultures ancestrales (blé dur, orge, seigle, légumes secs, etc....) ont, avec les actions de déforestation opérée par les bucherons et le napalm, la destruction des vergers de montagne (oliviers souvent centenaires, figuiers, caroubiers, etc....) la monoculture, perturbé dangereusement, voire irrémédiablement, le milieu naturel de la faune et de la flore autochtones, et les sols exploités de façon minière ont perdu de leur fertilité.

Durant leur règne dévastateur, les autorités coloniales ont procédé, sans ménagement, au démantèlement des structures agraires traditionnelles régissant depuis des lustres l'exploitation des ressources naturelles, pour imposer le titre de propriété (diviser pour régner étant sa doctrine) favorisant l'installation de colons. Elles avaient aussi déplacé manu militari et parqué, comme des fauves, dans 2.200 camps de concentration répartis à travers le territoire national plus de trois millions « d'Indigènes » ruraux insoumis, soit le tiers de la population autochtone. Pour avoir une idée précise de ce qu'est la vie dans ces camps de la mort lente, et pour en mesurer les dégâts irrémédiables, il est important de questionner notre Histoire et d'aller à la rencontre de ceux encore en vie, qui l'ont vécu dans leur chair.

Avec la conquête de l'Algérie et la main

basse sur le trésor d'Alger estimé à 4 milliards d'euros qui ont permis à Charles X de constituer des fonds secrets pour corrompre et retourner le corps électoral (cf. ouvrage de Pierre PEAN\*), l'impérialisme français avait réalisé son rêve de puissance impérialiste pour améliorer son auto-suffisance alimentaire, sécuriser ses approvisionnements, renforcer économiquement son empire, tout en améliorant sa place par la notoriété de certains produits agricoles (vins, agrumes, dattes, notamment) sur le marché international. Et surtout, il n'avait plus besoin de traiter avec des « sauvages » pour approvisionner en blé dur, ses troupes envoyées conquérir et coloniser d'autres contrées, comme ce fut le cas avant l'invasion de l'Algérie décidée, en partie, pour ne pas honorer les factures de blé dur acheté à l'Algérie pour ravitailler ses expéditions militaires napoléoniennes. Des factures qui demeurent impayées à ce jour, faut-il le rappeler ?

## RECONSTRUCTION ET DÉCOLONISATION DE NOTRE AGRICULTURE

Notre pays de la grandiose Révolution de libération nationale, après avoir réalisé l'étape cruciale consistant à mettre hors de nos frontières la France colonialiste, a mis en place au lendemain de notre indépendance, la deuxième étape ayant pour objectif la libération de notre pays de la dépendance des importations diverses et variées, qui imposait le choix stratégique incontournable, de reconstruction et décolonisation de notre agriculture. Il est important de rappeler ici que dès notre indépendance nationale arrachée de haute lutte par tout un peuple insoumis, les partisans de l'Algérie française ont tout fait pour semer le chaos, provoquer l'anarchie. Il importe de rappeler que c'est grâce à la détermination et à la vigilance des ouvriers agricoles qui ont fait front et constitué un rempart pour faire échec aux multiples tentatives de sabotages, de détournement, de

prédation et d'accaparement des productions agricoles pendantes, des matériels agricoles, des terres et des immeubles,.... que les bases de la Révolution agraire furent posées.

C'était la belle époque des biens vacants et de l'enthousiasme patriotique ! Par leurs actions patriotiques qui s'inscrivent en droite ligne des objectifs de la Révolution de libération nationale, force est de reconnaître que les ouvriers ont posé là, sans le savoir ?, la première pierre pour l'édification d'une agriculture décolonisée au service de tout le peuple.

Pour apprécier la portée de ces actions historiques menées par ces travailleurs qui, il est utile de le rappeler et de le souligner, n'avaient pas succombé aux tentations de chapardage et de dilapidation, il y a lieu de les resituer dans le contexte de l'époque marquée par le départ forcé (la valise ou le cercueil slogan lancé par l'OAS) des colons, l'absence d'encadrement technique et administratif pour continuer à exploiter les trois millions d'ha abandonnés par les désormais ex occupants, assurer la récolte et la commercialisation des productions pendantes,....

Il ne faut surtout perdre de vue que les impérialistes français avaient pris soin de priver les « indigènes » d'école et de formation. Mieux encore, ces ouvriers agricoles avaient jeté, à l'instar des ouvriers d'autres secteurs économiques, les bases d'un modèle de gestion révolutionnaire adapté aux conditions difficiles postindépendance que traversait le pays. Il fut consacré par la promulgation du décret de mars 1963 portant autogestion. Le défi ainsi relevé par ces Algériens, enfin libres, est inestimable en ce sens qu'il a permis de décevoir les prévisions de l'expuissance coloniale (elle tablait sur le déclenchement d'une guerre civile) et de démontrer à qui voudrait l'entendre que leur capacité de résilience reste forte.

A suivre

\*Main basse sur l'Algérie - enquête sur le pillage  
Alger 1830, édition CHIHAB, Alger 2005.

\*Agronome



# Le silence assourdissant de l'Union africaine : quand l'Afrique se tait face à ses propres tragédies

*Analyse critique et documentée du mutisme africain face à ses crises internes.*

Par Oukaci Lounis\*

## 1ère partie

### I. INTRODUCTION – QUAND LE SILENCE DEVIENT TRAHISON

*« Il y a des silences qui tuent. Le silence de l'Union africaine devant ses propres crises l'est. »*

Depuis des années, l'Afrique traite des tempêtes plurielles politiques, humanitaires, identitaires, sans qu'aucune voix collective ne se fasse entendre avec la force qui commande toute la gravité des faits. Du Soudan plongé dans une guerre civile d'une rare cruauté, au Sahara occidental toujours en attente d'une décolonisation complète ; de l'est de la République démocratique du Congo, lieu de toutes les exactions et des prédatons régionales, à la Corne de l'Afrique où la paix vacille entre l'Éthiopie, l'Érythrée et la Somalie. Partout le continent souffre en silence. Et ce silence de l'Union africaine est bien une absence. Pourtant, l'UA a été créé pour cela ! « Trouver des solutions africaines à des problèmes africains » (Acte constitutif, 2000). Mais désormais, devant la multiplication des crises internes, des coups d'état au Sahel à la guerre au Soudan, elle ne semble savoir que produire des communiqués prudents, des sessions rapportées, et des phrases diplomatiques sans corps. Là où il aurait fallu rassembler des voix, c'est tout l'écho de l'abîme institutionnel qu'on entend. La question primaire surgit d'elle-même : pourquoi l'Union africaine reste-t-elle muette face à ses propres tragédies ? Ne serait-ce que de la prudence diplomatique, plus que d'autre chose ?

La question fondamentale se pose alors : pourquoi l'Union africaine est-elle muette devant ses propres tragédies ? Par simple prudence diplomatique, l'insuffisance matérielle ou pour d'autres raisons. Ce continent qui se trouve dans une situation paradoxale où il dépend de l'extérieur financièrement et se trouve politiquement divisé pourrait s'avérer incapable ? Ne serait-ce pas plutôt cette incapacité à faire entendre le point de vue du continent en souffrance qui est signe d'un mutisme maladroit ? Du fait qu'on aurait davantage une résolution dans le choix du silence et une certaine impuissance non déplorable ? Le mutisme pourrait même être interprété comme un renoncement moral, parfois coupable complice, par défaut cependant, avec ces traîtres du désordre africain ? Se taire serait triquer ou éventuellement consentir. Consentir serait alors une trahison selon le cas, dont l'indignation pacifique du panafricanisme pourrait relativement se sentir flou. Au fond, la prudence et le silence du symposium pacifiste seraient paradoxalement des apostasies selon le cas, par rapport à l'idéal de l'élargissement du cadre communautaire panafricain, que d'élargit l'Union africaine.

### II. LE SOUDAN, TRAGÉDIE AFRICAINE OUBLIÉE :

Au Soudan, pays qui fait le lien entre le Maghreb et le Sahel, depuis avril 2023, s'est ouverte à l'une des plus graves crises humanitaires du continent. Ce conflit oppose les Forces armées soudanaises (FAS) du général Abdel Fattah al-Burhan aux Forces de soutien rapide (FSR) de Mohamed Hamdan Dagalo, plongeant le pays dans un chaos absolu. Selon les dernières estimations du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR, rapport 2024), plus de 10,7 millions de personnes ont été déplacées, dont 1,8 millions ont trouvé refuge dans les pays voisins (Tchad, Soudan du Sud, Égypte, Éthiopie). Le Programme alimentaire mondial (PAM) évoque quant à lui « la plus grande crise de déplacement interne au monde ». Les infrastructures sont anéanties, les hôpitaux à l'arrêt, et plus de 20 millions de Soudanais sont menacés de famine. Et pourtant, face à ce désastre humanitaire de dimension historique, l'Union africaine est étrangement muette.

Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, sensé jouer le rôle du « bras armé » de la diplomatie continentale, ne s'est contenté que de quelques communiqués de circonstances, appelant à la retenue et au dialogue. Pas de mission d'observation, pas de force d'interposition, pas de médiation africaine forte : le président de la Commission de l'Union africaine,

Moussa Faki Mahamat, a certes condamné les violences, mais sans jamais poser une feuille de route politique claire et une vraie pression diplomatique sur les belligérants. Cette inertie n'est pas nouvelle : elle rappelle les lenteurs tragiques du passé lors des guerres du Rwanda de 1994, du Darfour de 2003, ou de Somalie. L'Union africaine, au-delà de ses divisions internes et de sa dépendance financière chronique à ses partenaires extérieurs, ne sait pas agir si les grandes puissances et l'ONU ne lui donne pas leur aval implicite. Ou, comme le proclamait le principe fondateur du panafricanisme : « les solutions africaines aux problèmes africains. »

Aujourd'hui, ce principe est devenu creux. Au Soudan, c'est la diplomatie américaine (processus de Djeddah, 2023-2024) et la médiation saoudienne qui prend en charge les négociations, tandis que l'Union africaine se contente d'un rôle d'alibi. Une telle mise à l'écart est l'expression non pas d'ignorance, mais de carence politique. Elle témoigne d'un paradoxe navrant : l'Afrique se consomme sous la chaleur de sa maison en flammes tout en espérant que d'autres viennent la chercher au secours. « L'Union africaine n'est pas muette par méconnaissance, mais par conscience de son propre handicap » analyse le chercheur nigérian Adekeye Adebajo, spécialiste de la paix et de la sécurité en Afrique. « Son silence est un acte de langage. Celui de la dépendance. » (A. Adebajo, « L'architecture de paix et de sécurité en Afrique : une crise silencieuse », 2024). Le cas soudanais est bien la preuve d'une crise existentielle de l'UA : elle veut être une puissance morale mais ne veut pas être une puissance politique. Enfermé dans des équilibres entre États membres, peur du reproche d'ingérence, elle s'oblige elle-même au silence et à l'indifférence. Pour les peuples du Soudan, ce mutisme est une double punition : après la guerre, le silence du continent.

### III. LE SAHARA OCCIDENTAL : LE TABOU DU CONTINENT

Le conflit du Sahara occidental est un des grands dossiers géopolitiques ignorés – ou plutôt simulés – du continent africain. Ce territoire vaste et désertique, est toujours mentionné dans la liste des « territoires non autonomes » de l'Organisation des Nations Unies depuis 1963. Sahara occidental + 1. L'un des textes fondateurs à rappeler bien sûr demeure la résolution 1514 (XV) adoptée le 14 décembre 1960 par l'Assemblée générale des Nations Unies qui proclame « la sujétion des peuples à une subjugation, une domination ou une exploitation étrangère constitue un déni de toute possibilité d'exercice des droits fondamentaux de l'homme ». legal.un.org +. Dans son avis consultatif le 16 octobre 1975, la Cour internationale de Justice a, dans le même sens que cette résolution, estimé qu'aucun lien de souveraineté territoriale ne pouvait justifier que l'application du principe d'autodétermination fût subordonnée à un transfert de souveraineté antérieur. icj-cij.org. Sur le papier, l'Union africaine (UA) – successeur de l'Organisation de l'unité africaine – se doit d'être le défenseur du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes selon le principe notamment inscrit dans son article 4 (droits des populations à l'autodétermination et respect des frontières héréditaires du colonialisme mais aussi principe de l'intégrité territoriale

#### A. Le silence : pourquoi ce silence ?

- Le Maroc qui revendique la souveraineté sur le Sahara occidental est un État membre influent au sein de l'UA qui a noué des partenariats majeurs (économiques, sécuritaires) avec plusieurs membres de l'organisation ;

- L'Algérie quant à elle soutient le Front Polisario et la République sahraouie démocratique (RASD), mais elle se retrouve dans un jeu diplomatique complexe au sein de l'UA pour faire avancer cette cause.

Résultat : l'UA reste muette pour ne pas « fâcher » ses États membres, elle ne prend ni position claire, ni mesures coercitives, ni ne s'implique dans une médiation autonome, forte. Ce comportement ressemble à une forme de renoncement politique : l'UA a choisi la « gestion douce » de ce dossier, plutôt que de froisser les intérêts stratégiques ou diplomatiques de ses membres. Et pourtant, ce silence est d'autant plus choquant que le droit international sait parfaitement que le Sahara occidental est « un territoire non autonome » et que le droit à l'auto-

détermination de son peuple reste à exercer. POR UN SAHARA LIBRE.ORG – PUSL

#### B. Conséquences morales et politiques :

Le silence de l'UA sur cette question représente une trahison symbolique de ses propres valeurs :

- Le principe de solidarité africaine, qui est si cher à l'UA, se retrouve affaibli.
- Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes – un principe longtemps défendu dans les textes de décolonisation – est mis de côté quand il s'agit d'un État membre puissant.
- Le continent envoie un message contradictoire à ses jeunes, à ses intellectuels et à ses militants pour la justice : d'un côté, on prône la libération, de l'autre, on maintient le statu quo.

#### C. Un tournant international récent

Le 31 octobre 2025, le Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) a adopté une résolution qui, en gros, soutient la proposition d'autonomie du Maroc pour le Sahara occidental. Cette décision prolonge le mandat de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) jusqu'en octobre 2026 et oriente les négociations vers un cadre d'autonomie sous souveraineté marocaine ». Ce développement représente un moment symbolique : l'UA reste en retrait dans cette dynamique, sans intervenir publiquement pour défendre le référendum d'indépendance ou rappeler sa Charte. Ce choix stratégique, ou peut-être ce renoncement, renforce encore davantage l'image de l'UA comme un acteur secondaire dans un dossier continental crucial.

### IV. L'EUROPE ET LES ÉTATS-UNIS PARLENT, L'AFRIQUE SE TAIT : UN CONTRASTE CRUEL

L'Europe et les États-Unis parlent, tandis que l'Afrique reste silencieuse : un contraste frappant. L'histoire contemporaine se mesure souvent à la manière dont une communauté politique réagit face à la tragédie. Et à cet égard, le décalage entre la mobilisation occidentale pour la guerre en Ukraine et le silence de l'Afrique face aux crises au Soudan, au Sahel, au Sahara occidental ou au Congo est d'une cruauté inouïe.

#### A. Deux poids, deux silences :

Dès le début de la guerre en Ukraine, en février 2022, l'Union européenne a su déployer une diplomatie de crise d'une ampleur sans précédent :

- onze trains de sanctions coordonnées contre la Russie ;
- une aide militaire cumulée dépassant 120 milliards d'euros (Commission européenne, 2024) ;
- une rare unité politique parmi les 27 États membres, soutenue par l'OTAN et les États-Unis.

Le European Council on Foreign Relations (ECFR) a souligné en 2023 : « Pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, l'Europe a parlé d'une seule voix : celle de la défense de ses valeurs et de son territoire moral. » (ECFR Report, Europe's War of Principles, 2023). En revanche, face à la tragédie au Soudan, où selon l'ONU plus de 10 millions de personnes ont été déplacées et 25 millions ont besoin d'une aide humanitaire urgente (UNHCR, Sudan Situation Update, 2024), le continent africain semble s'enfermer dans un silence qui frôle l'indifférence. Aucune session extraordinaire de l'Union africaine, aucune conférence panafricaine d'urgence, et aucun couloir humanitaire majeur n'a été mis en place sous son égide. Le Conseil de paix et de sécurité de l'UA, saisi à plusieurs reprises, a produit des communiqués sans effet et des appels vides à la « désescalade ».

#### B. Le pouvoir de la parole :

Le pouvoir de la parole est un sujet crucial. Le philosophe sénégalais Souleymane Bachir Diagne a souligné lors d'une conférence à Columbia University en 2022 : « Celui qui parle écrit l'histoire ; celui qui se tait la subit. » Cette citation résume parfaitement le drame africain. Quand l'Europe prend la parole, elle façonne sa légitimité politique et morale. En revanche, lorsque l'Afrique reste silencieuse, elle renonce à son droit de raconter le monde et de définir ses propres tragédies. L'Europe a réussi à faire de l'Ukraine un symbole de résistance démocratique, tandis que l'Afrique voit des pays com-

me le Soudan, la RDC, la Somalie et le Sahara occidental devenir des témoins silencieux de la souffrance humaine.

#### C. Une leçon géopolitique cruelle :

Ce contraste ne se limite pas simplement aux ressources, mais touche aussi à la volonté et à la conscience historique. L'Europe agit parce qu'elle comprend que la narration précède la puissance. En revanche, l'Afrique, par son silence, laisse d'autres raconter ses drames : que ce soit les agences humanitaires, les gouvernements étrangers, ou, pire encore, l'indifférence du monde. Tant que l'Union africaine ne retrouvera pas la force morale de reconnaître ses blessures, le continent restera un spectateur de son propre malheur. Et le monde, n'entendant aucune voix africaine, continuera de parler à sa place.

### V. LE PRIX DU SILENCE : PEUPLES OUBLIÉS, CRÉDIBILITÉ PERDUE

Le silence, quand il devient une norme, finit toujours par avoir un coût. L'Union africaine, en choisissant de rester neutre en façade face aux tragédies qui frappent le continent, en subit aujourd'hui les conséquences les plus lourdes : la souffrance des peuples et la perte de son leadership moral sur la scène internationale.

#### A. Le coût humain : l'Afrique des oubliés :

Au Soudan, l'ONU a comptabilisé plus de 14 000 morts depuis avril 2023 (Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, Sudan Humanitarian Update, 2024). Les bombardements à Khartoum et au Darfour ont transformé des villes entières en véritables cimetières à ciel ouvert. Près de 25 millions de personnes dépendent désormais de l'aide humanitaire, ce qui représente plus de la moitié de la population. Dans le Sahara occidental, la population sahraouie vit toujours dans l'attente : celle d'un référendum promis depuis 1991, mais jamais réalisé. D'après Human Rights Watch (2024), les conditions de vie dans les camps de Tindouf se détériorent, et un sentiment de lassitude morale s'installe : une génération entière grandit sans perspective politique. La tragédie est tout aussi silencieuse en RDC, où, selon Médecins sans frontières (2025), des milliers de civils sont massacrés chaque année dans l'Est du pays, dans un silence presque total du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine. Chaque jour, ce silence institutionnel efface des vies et anesthésie les consciences. Il transforme les drames africains en simples « faits divers humanitaires » et les peuples meurtris en statistiques.

#### B. Le coût symbolique : la perte du leadership moral africain

L'Union africaine a vu le jour en 2002, marquant une rupture avec l'ancienne Organisation de l'unité africaine (OUA), souvent critiquée pour son manque d'action. Elle était censée représenter une Afrique nouvelle, responsable, unie et proactive. Pourtant, deux décennies plus tard, ce rêve semble s'éloigner. Aujourd'hui, le continent n'est plus vu comme un acteur clé de sa propre paix, mais plutôt comme un terrain d'intervention pour d'autres : les Nations unies, l'Union européenne, la Turquie, les Émirats arabes unis, la Russie ou la Chine. Comme l'a si bien dit le philosophe camerounais Achille Mbembe : « Tant que l'Afrique parlera à travers les mots des autres, elle sera condamnée à vivre dans les guerres des autres. » (Achille Mbembe, Sortir de la grande nuit, 2020) Le silence de l'Union africaine représente donc aussi une abdication du récit africain. Un continent qui, faute de s'exprimer d'une seule voix, laisse d'autres écrire son histoire.

#### C. Une leçon de dignité à retrouver

Dans un discours mémorable prononcé à Addis-Abeba, Thabo Mbeki, ancien président sud-africain, affirmait : « L'Afrique doit cesser de se contempler comme victime et agir comme puissance. » (Mbeki Foundation Archives, « African Renaissance Lecture », 2003) Cette citation résume parfaitement la crise actuelle : tant que l'Afrique continuera à se focaliser sur ses blessures au lieu de puiser dans sa force, elle restera spectatrice de son propre effacement. Le prix du silence, c'est cela : des peuples oubliés, une voix perdue, et une légitimité érodée. L'Union africaine ne peut prétendre représenter un continent qu'elle ne défend plus.

A suivre

\*Professeur - Université de Constantine 2



# La France malade de son ombre : autopsie d'une haine programmée

Alors que la France s'enfoncé dans ses contradictions mémorielles, la tentation de faire de l'Algérie un bouc émissaire ressurgit.

Par Laïla Bechetoula

**D**e Marine Le Pen à Éric Zemmour, des plateaux télé aux nouveaux « experts » autoproclamés de l'islam et de la République, c'est toute une industrie du ressentiment qui s'est mise en marche. Une mécanique bien huilée où la peur se vend mieux que la vérité.

Rien n'est plus dangereux qu'une mémoire inachevée. Elle ronge de l'intérieur, se tait, puis ressurgit avec des mots nouveaux et des visages modernes. C'est ce qui se joue aujourd'hui entre la France et l'Algérie : une relation qui n'a jamais vraiment cessé, mais qui n'a jamais vraiment guéri.

L'Algérie n'est pas seulement une ancienne colonie : elle est le miroir de la conscience française. Chaque fois que la France doute d'elle-même, elle regarde vers Alger. Non pas pour comprendre, mais pour s'y opposer, s'y justifier, s'y mesurer. Et dans ce jeu dangereux, la haine devient méthode, la mémoire devient arme.

En France, la haine n'est pas un accident : c'est une continuité. Elle n'est pas née des banlieues ni des vagues migratoires : elle est héritée des ports de Marseille et des casernes d'Alger. Elle a changé de vocabulaire, mais non de fonction : désigner un autre pour ne pas se juger soi-même.

Depuis la fin de la guerre d'Algérie, une partie de la droite française — et plus encore de l'extrême droite — n'a jamais pardonné à l'Histoire d'avoir eu raison. Pour eux, 1962 n'a pas été une libération, mais une défaite. Cette « blessure » s'est transmise, nourrie de nostalgie et d'amertume, jusqu'à devenir l'un des moteurs du discours politique contemporain.

Marine Le Pen, Éric Zemmour, Marion Maréchal ou Jordan Bardella ne sont pas des accidents de l'Histoire : ils en sont les produits dérivés.

Ils se sont construits sur le ressentiment post-colonial, sur la peur de l'effacement, et sur l'idée qu'il faudrait « reprendre le contrôle » — du sol, du récit, du sang.

Jean-Marie Le Pen fut parachutiste pendant la guerre d'Algérie. Il n'en est pas revenu traumatisé par la violence, mais convaincu de la supériorité de la force. C'est là qu'il a forgé son mythe personnel : celui de l'homme qui aurait « tenu bon » quand la France, selon lui, aurait capitulé.

Pour Jean-Marie Le Pen, la défaite de 1962 n'était pas une fin, mais un début : le point de départ d'une croisade contre tout ce qui, à ses yeux, symbolisait la décadence — l'immigration, la repentance, la diversité, la gauche, la démocratie molle.

Marine Le Pen a hérité de ce fardeau et de cette rente. Elle n'a pas voulu rompre : elle a repeint. Là où son père criait, elle murmure. Là où il menaçait, elle rassure. Mais le contenu reste identique : l'Algérie demeure le centre fantôme de son récit.

Éric Zemmour est le produit le plus sophistiqué de ce vieux traumatisme. Né en 1958 à Montreuil de parents juifs d'Algérie, il porte en lui une double blessure : celle du déracinement et celle de la rancune. Mais au lieu d'en faire un dialogue, il en a fait une vengeance. Zemmour hait l'Algérie parce qu'elle lui rappelle ce qu'il ne veut pas être : un enfant d'exil, un héritier d'un monde effondré, un témoin d'une

colonie perdue. Son obsession pour « la France éternelle », « la pureté », « la grandeur » n'est pas de l'idéologie, mais de la psychanalyse. Il rêve d'une France qui n'a jamais existé, pour fuir une origine qu'il n'a jamais acceptée.

Quand il dit que « la France est colonisée par ses anciennes colonies », il ne parle pas de géopolitique : il parle de lui-même. C'est la logique du miroir : celui qui ne supporte pas son reflet finit par casser la glace.

**P**ourquoi l'Algérie plus que tout autre ? Parce que l'Algérie n'est pas seulement un pays perdu : elle est une idée. L'idée d'une France toute-puissante, missionnaire, sûre d'elle-même. Quand cette idée s'est effondrée, la France n'a pas trouvé d'autre repère. Depuis, elle vit dans la nostalgie d'une grandeur qu'elle ne sait plus définir. L'Algérie devient alors l'écran sur lequel la France projette ses peurs.

Elle incarne tout ce que le pays ne supporte pas de voir : le métissage, la jeunesse, la foi, la contestation, la mémoire. C'est pourquoi Marine Le Pen et Zemmour parlent de l'Algérie comme d'une entité abstraite : une source de problème, jamais une source de culture.

L'extrême droite contemporaine n'est plus un cri : c'est un système. Elle a compris que la peur se vend mieux que le rêve. Elle s'est structurée comme un marché politique : avec ses producteurs de discours, ses distributeurs médiatiques, ses consommateurs électoraux.

La peur a désormais son langage : « déclin », « insécurité », « identité ». Elle a ses images : les banlieues filmées au ralenti, les drapeaux algériens dans les stades. Elle a même ses économistes : ceux qui calculent le coût supposé de « l'immigration ». Elle a ses moralistes : ceux qui opposent la « République » à la « culture d'ailleurs ».

C'est une industrie complète : les uns fabriquent les clichés, les autres les diffusent, les troisièmes les consomment. Le produit fini s'appelle haine légitime.

La haine, pour survivre, a besoin de respectabilité. C'est là qu'interviennent les « bons Arabes de service », les « voix lucides » que Paris exhibe pour se dédouaner de ses complexes.

Mohamed Sifaoui : la peur en costume républicain. Journaliste d'origine algérienne, il s'est construit comme « expert du terrorisme ». Sous couvert de défendre la laïcité, il alimente la suspicion permanente. Dans ses discours, chaque pratiquant devient un potentiel extrémiste, chaque banlieue un territoire étranger.

Boualem Sansal : l'écrivain que Paris a adopté pour ne plus se sentir coupable. Ses romans sont profonds, mais à Paris on les lit comme pamphlets contre l'Algérie. Ses mots deviennent preuves d'un échec. On le récompense non pour ce qu'il écrit, mais pour ce qu'il conforte.

Sifaoui légitime la peur. Sansal l'ennoblit. Ensemble, ils donnent à la haine ses lettres de noblesse.

**L**es médias français rejouent la guerre d'Algérie sous d'autres formes : un débat sur « l'identité », une polémique sur « l'islam ». Les chroniqueurs font du chiffre avec les blessures. La haine est devenue un format : trois invités, dix minutes, un bouc émissaire.

Dans cette mise en scène, l'Algérie n'est pas un pays : c'est un décor. Les journaux oscillent entre bonne conscience et paresse. Ils dénoncent le « racisme », mais reproduisent les clichés. L'Algérie n'existe que vue de Paris, jamais depuis Oran ou Constantine. La France vit dans un rapport schizophrénique à son histoire. Elle veut être à la fois patrie des droits de l'homme et nation qui ne s'excuse de rien. La guerre d'Algérie est terminée depuis plus de

soixante ans, mais elle n'a jamais quitté les esprits. Tant que cette guerre restera non dite, elle continuera d'être rejouée.

**I**l suffit d'observer la France pour comprendre que la rupture est impossible. L'Algérie est partout : dans la langue, la cuisine, la musique, les visages. Et pourtant, on fait semblant de ne pas la voir. Ce paradoxe définit la France contemporaine : elle vit dans la proximité de ce qu'elle prétend refuser.

Malgré tout, il existe des digues humaines : la vérité historique, la jeunesse des deux rives, la société réelle. Chaque archive ouverte fissure le mur du mensonge. Les Franco-Algériens bâtissent la France que Marine redoute : ouverte, métissée, pragmatique.

La haine est spectaculaire, mais elle ne dure pas. Elle se nourrit du bruit, or le réel travaille en silence. Tandis que les polémistes hurlent, les peuples s'entraident. Pendant que les partis se crispent, les familles se mélangent. La réalité finit toujours par rattraper l'idéologie.

L'histoire franco-algérienne est une leçon universelle. La France ne guérira pas de l'Algérie tant qu'elle n'aura pas accepté de regarder son propre visage dans ce miroir. L'Algérie n'a pas besoin d'être aimée : elle doit être respectée. Et la France n'a pas besoin d'être pardonnée : elle doit être lucide.

On ne reconstruit pas la grandeur d'une nation en méprisant ceux qu'elle a voulu dominer. On ne se redresse pas contre l'Algérie-on se redresse avec elle.

Publicité

## Communiqué de presse

Sous le slogan **L'âme de Novembre dans nos pages**, l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité (ANEP) a le plaisir d'annoncer sa participation à la 28<sup>e</sup> édition du Salon International du Livre d'Alger (SILA), qui se tiendra du 29 octobre au 08 novembre au Palais des Expositions, SAFEX, Pins Maritimes.

Situé au niveau du Pavillon Central C, le stand de l'ANEP proposera au public une large sélection d'ouvrages adaptés à tous les goûts et toutes les préférences, dont des nouveautés, avec une remise de 30%. Aussi, des séances de ventes-dédicaces seront organisées quotidiennement à partir de 14h au niveau du stand.

Pour la deuxième année consécutive, un espace dédié aux enfants sera aménagé au sein du stand. Des animations ludiques et d'autres surprises seront au programme tout au long du Salon dans le but d'offrir aux plus jeunes une expérience créative et amusante.

L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité (ANEP) invite chaleureusement tous les amoureux du livre et de lecture à venir découvrir son stand où une équipe accueillante sera à leur disposition pour les orienter dans une ambiance conviviale.

**anep**  
المؤسسة الوطنية للإتصال، النشر والإشهار  
Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité

**-30% DURANT LE SALON INTERNATIONAL DU LIVRE D'ALGER DU 30 OCTOBRE AU 8 NOVEMBRE**

**Les Editions ANEP Présentes**

**Avec Plus de 800 TITRES**

**L'ESPRIT DE NOVEMBRE À TRAVERS NOS PAGES**

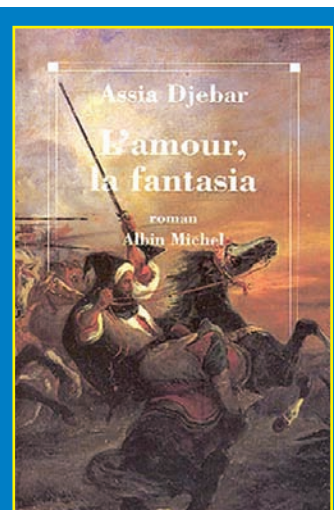
Palais des Expositions - Pins Maritimes **Pavillon C**

Anep Groupe



# ASSIA DJEBAR : L'INTELLECTUELLE MAJEURE

**Médiatic**  
Par Belkacem  
Ahcene-Djaballah  
**Livres**



**L'AMOUR, LA FANTASIA.**  
Roman de Assia Djebbar. El  
Kalima Editions, Alger 2025  
(Albin Michel, 1995). 304  
pages, 2 000 dinars

Dans cet ouvrage, Assia Djebbar multiplie les narrateurs : elle ne prend pas toute seule le récit en charge, mais utilise d'autres personnages, qui écrivent eux aussi : elle utilise leurs écrits pour constituer le roman, qui devient une sorte d'assemblage et de collage de différentes paroles. Non seulement cette équivalence est présente, mais on pourrait ajouter une quatrième dimension, avec celle de l'approche historique : l'Histoire de l'Algérie est prise en compte comme une composante essentielle du moi.

En vraie pionnière, l'auteure remonte donc le cours du temps, se hasarde sur les traces des ancêtres, et lutte contre leur effacement. Elle fait parler les silences du passé, questionne les vivants et convoque les morts, tout en racontant ses propres expériences.

Le texte est divisé en trois blocs narratifs.

Le premier tisse des histoires de l'enfance algérienne (de l'auteure), au début de la colonisation française, à partir de 1830.

Le second est composé d'histoires sur le colonialisme, des histoires autobiographiques racontant le passage de la narratrice à l'âge adulte et celles de la vie de femme mariée, de courte durée dans un appartement à Paris.

Le dernier, « les voix ensevelies », le plus long, est consacré aux témoignages des femmes du Mont Chenoua qui ont participé à la révolution armée.

Tout un continuum entre l'individu et le collectif. Une véritable « autobiographie collective » ou « autobiographie plurielle » ou « autobiographie au pluriel » et un « je-nous » opposé au « nous » de l'Occident. Une marque de fabrique (que je trouve douloureusement vécut car on n'arrive pas à choisir. Poids de la société ?) de bien nos écrivains !

**L'Auteur :** Née le 30 juin 1936 à Cherchell (et décédée à Paris le 6 février 2015, à l'âge de 79 ans. Elle sera inhumée à Cherchell). Fatma-Zohra Imalhayène, étudiante en France, militante de la cause nationale dès 1956, elle est exclue de l'École normale supérieure des jeunes filles. Elle publie dans la foulée son premier roman « La soif » (1957) suivi un an plus tard par « Les impatients ». Elle retourne en Algérie en juillet 1962 pour enseigner l'histoire moderne et contemporaine de l'Algérie à l'université d'Alger, elle va publier cette année-là « Les enfants du nouveau monde » puis « Les alouettes naïves », profondément ancrés dans la guerre de libération nationale. Elle se tourne à la fin des années 1970 vers le 7<sup>ème</sup> Art, avec la réalisation de deux films, « La Noubba des femmes du Mont Chenoua », qui a obtenu le Prix de la critique internationale à Venise en 1979, puis « La Zerda ou les chants de l'oubli », qui remportera le prix du meilleur film historique au Festival de Berlin en 1983. « Femmes d'Alger dans leur appartement » (1980), « L'amour, la fantasia » (1985), « Le Blanc de l'Algérie » (1996), « La Femme sans sépulture » (2002), ou encore le célèbre « Loin de Médine » (1991) sont parmi les titres où se mêlent tous les combats libérateurs qu'elle voulait mener et incarner. Traduite dans plus de 20 langues, plusieurs fois nommée au Prix Nobel de littérature, Assia Djebbar a reçu moult prix et distinctions aux quatre coins du monde. En 2005, elle a été la première femme arabe et africaine élue à l'Académie française.

**Table des matières :** Première partie/Deuxième partie/Troisième partie/ Premier Mouvement/Clameur/Deuxième Mouvement/Murmures/Troisième Mouvement/Chuchotements/ Quatrième Mouvement/Conciliabules/ Cinquième Mouvement/ Soliloque/Tzarl'rir (final)

**Extraits :** « Toutes les Françaises ne

ma en 2016, 1 de M'hamed Houaoura en 2017 et 1 de Aziz Mouats en 2022) ont été publiés sur la vie militante et engagée -jusqu'à en mourir- de Zoulikha Oudai, héroïne cherchellose de la guerre d'indépendance (de « délivrance »), capturée, torturée puis assassinée par l'armée coloniale française et dont la sépulture n'a été, je crois, retrouvée qu'en 1987. « En 1956, en 1957, Zoulikha était vraiment au centre : pas seulement du combat à Césarée, mais des réseaux à maintenir, des liaisons à établir entre les montagnes -avec ses partisans, et les citadins à demi engagés, englués, tremblants, prudents, pleins d'espoir aussi, voyant l'avenir approcher avec ses séismes et ses orages » (Epilogue, p 191). Une véritable « Dame lionne à la crinière rousse ». Assia Djebbar, revenue au « pays », qui ne l'a jamais quitté, en 1976, avec pour objectif un film long métrage sur « les femmes du Mont Chenoua », a su, à travers les témoignages de proches de Zoulikha, dont sa fille Mina et sa sœur Zohra et de son amie et alliée, Lila Lbia (seule soutien quand celle-ci -Zoulikha-, était harcelée, durant des mois et des mois, par le commissaire de police de la ville et quand, ensuite, elle voulut rejoindre les partisans et que le vide s'élargissait autour d'elle) restituer le combat de cette femme, devenue une des responsables FlN/Aln de

viennent pas de Paris... La plupart de celles que notre pays asservi a tentées savent seulement traire une vache à leur arrivée ! Si ensuite elles se civilisent, c'est parce qu'elles trouvent ici force et richesse. Car les lois sont faites pour elles, pour leurs mâles, pour leurs fils ! » (p 43), « L'invasion est devenue une entreprise de rapine : l'armée précédant les marchands suivis de leurs employés en opération ; leurs machines de liquidation et d'exécution sont déjà mises en place » (pp 69-70).

**Avis** *Un roman singulier qui mélange (dans un dialogue permanent) l'Histoire et l'intime, l'Histoire et les traumas de la guerre, la mémoire populaire et les voix de femmes trop longtemps silencieuses. Surtout, ne pas se décourager face à un récit en va-et-vient... assez instructif... tout étant lié. On s'en aperçoit à la fin.*

**Citations :** « L'indigène, même quand il semble soumis, n'est pas vaincu. Ne lève pas les yeux pour regarder son vainqueur. Ne le « reconnaît » pas. Ne le nomme pas. Qu'est-ce qu'une victoire si elle n'est pas nommée ? » (p 87), « Jamais le harem, c'est-à-dire l'interdit, qu'il soit d'habitation ou de symbole, parce qu'il empêcha le métissage de deux mondes opposés, jamais le harem ne joua mieux son rôle de garde-fou ; comme si les miens décimés, puis déracinés, comme si mes frères et par là mes géoliers, avaient risqué une perte de leur identité : étrange dérégulation qui fit dériver jusqu'à leur figure sexuelle... »

Cette impossibilité en amour, la mémoire de la conquête la renforce » (p 180), « Dans la transmission islamique, une érosion a fait agir son acide : entrer par soumission, semble décider la Tradition, et non par amour. L'amour qu'allumerait la plus simple des mises en scène apparaîtrait dangereux » (p 232), « Pour les fillettes et les jeunes filles de mon époque -peu avant que la terre natale secoue le joug colonial-, tandis que l'homme continue à avoir droit à quatre épouses légitimes, nous disposons de quatre langues pour exprimer notre désir, avant d'ahaner : le français pour l'écriture secrète, l'arabe pour nos soupirs vers Dieu étouffés, le libyco-berbère quand nous imaginons retrouver les plus anciennes de nos idoles mères. La quatrième langue, pour toutes, jeunes ou vieilles, cloîtrées ou à demi émancipées, demeure celle du corps... » (p246), « Écrire ne tue pas la voix, mais la réveille » (p 274).

la région ; femme qui avait perdu son époux, lui aussi exécuté par l'armée coloniale, ainsi que son fils Habib, celui-ci décédé au maquis.

Elle a, donc, su et pu redonner chair et souffle à cette figure effacée de notre Histoire contemporaine. Puissance des voix féminines, douleur des disparus, urgence de témoigner. Entre une mémoire collective en quête introuvable, un écrit qui « fait surgir une polyphonie bouleversante où les silences deviennent plus éloquentes que les cris ».

**L'Auteur :** Voir plus haut

**Table :** Avertissement/ Prélude/ 12 parties/ Épilogue

**Extraits :** « Ainsi, « notre » Zoulikha, si elle était née homme, aurait été général chez nous, comme bien d'autres peuples, car elle n'a jamais craint quiconque et elle aimait l'action... Dites-moi, mes petites, où trouver de nos jours une telle femme ? » (p 68), « Je croyais que la télévision avait besoin d'un documentaire, comme il y en avait tant sur les héros morts !... Zoulikha vivante aujourd'hui, elle les aurait dérangés tous !... Ils me paraissent parfois -chacun pour des raisons diverses- comme soulagés, c'est le mot, oui, soulagés qu'elle, ma Zoulikha, ait disparu ! » (Témoignage de Hania, p

**De la dédialisation  
à la banalisation : la France  
sous l'ombre du lepénisme**

## Le Front national a changé de nom, pas d'âme

**Par Salah Lakoues**

Derrière le vernis d'un discours adouci, le Rassemblement National continue d'imposer son idéologie identitaire au cœur du débat politique. En vérité, c'est moins le parti qui a changé que la société française qui, insensiblement, a glissé vers lui.

« Le lepénisme n'a pas conquis la République : c'est la République qui s'est habituée au lepénisme. »

**L'HÉRITIER SANS RUPTURE**

Fille de son père et gardienne du temple, Marine Le Pen n'a jamais renié les fondations du Front National.

Nationalisme identitaire, rejet de l'immigration, préférence nationale, euroscepticisme : la matrice lepéniste demeure intacte.

Ce qui a changé, c'est le ton. Jean-Marie Le Pen provoquait, sa fille rassure. Lui scandalisait, elle normalise. Mais sous la surface, la France qu'ils imaginent reste la même : repliée, homogène, nostalgique d'une grandeur perdue.

La dédialisation comme stratégie de conquête En gommant les outrances du patriarcat, Marine Le Pen a donné à son parti un visage fréquentable.

Quelques exclusions spectaculaires ont suffi à faire croire à une rupture. Pourtant, les réseaux, les cadres et les idées sont restés les mêmes.

Dans les campagnes délaissées, les villes moyennes, les anciens bastions ouvriers, le RN a bâti un maillage solide. Il s'est présenté comme le parti du peuple trahi, celui des oubliés de la mondialisation, des « Français de souche » inquiets face au monde qui change.

**LE REFOULÉ COLONIAL,  
MOTEUR SILENCIEUX**

Derrière la peur de l'immigré se cache le spectre du passé colonial.

La France n'a jamais digéré la guerre d'Algérie, ni les fantômes de l'Empire.

Le silence officiel et le refus de reconnaître les crimes coloniaux ont produit une fracture mémorielle durable.

Les accords de 1968 sur l'immigration - qui ont restreint les droits des travailleurs algériens - ont prolongé une relation inégalitaire née du colonialisme.

Depuis, le discours nationaliste s'est nourri de ce refoulé : l'Autre reste désigné comme une menace, comme si la République se construisait toujours contre lui.

Quand la marge devient la norme Le plus spectaculaire dans la trajectoire du RN n'est pas sa progression électorale, mais la victoire culturelle qu'il a remportée.

La droite classique, puis la macronie, ont repris ses mots, ses thèmes, ses obsessions :

l'immigration, la sécurité, la laïcité dévoyée en instrument de suspicion. Ainsi, les marqueurs du FN d'hier sont devenus les lieux communs du débat public d'aujourd'hui.

Le lepénisme est devenu la langue du politique, celle qui parle à la peur, au ressentiment, à la nostalgie.

**UNE RÉPUBLIQUE QUI SE  
RÉTRÉCIT**

La France, fatiguée de douter, cherche un refuge dans le repli.

Mais derrière le masque républicain, c'est une vision ethno-culturelle de la nation qui s'impose.

L'universalisme n'est plus vécu comme un idéal, mais comme une menace.

Ce n'est pas seulement un échec électoral de la gauche ou du centre : c'est une crise morale.

Le lepénisme prospère sur une France qui ne croit plus à sa propre promesse d'égalité et de fraternité.

**LA VRAIE  
DÉDIALISATION EST  
INTÉRIEURE**

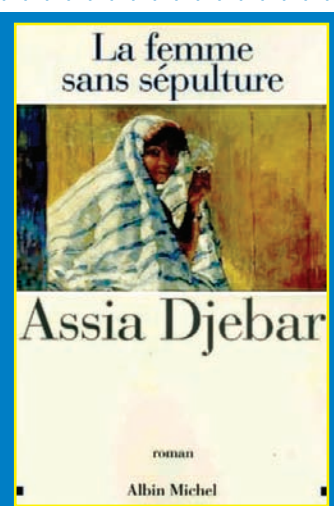
On a cru qu'il suffisait de diaboliser le RN pour l'affaiblir.

Mais la diabolisation sans introspection n'a fait qu'alimenter la victimisation.

Le problème n'est pas seulement politique : il est dans nos consciences.

Si la République veut se sauver, elle devra affronter ses ombres - le racisme ordinaire, le refoulé colonial, la peur sociale devenue haine identitaire.

Car le lepénisme n'est pas une parenthèse : il est le miroir d'une France qui ne s'aime plus.



**LA FEMME  
SANS SÉPULTURE.**  
Roman de Assia Djebbar. El  
Kalima Editions, Alger 2025  
(Albin Michel, 2002).197  
pages, 1 200 dinars

Un ouvrage vibrant célébrant le courage des femmes algériennes et qui questionne la manière dont une nation se construit sur ses martyrs... oubliés. Ces dernières années, quelques livres (dont 1 de Kamal Boucha-

75), « Arrivant à la montagne chez les partisans, j'ai eu l'impression de reprendre une marche : vers où, vers quel but, je me disais seulement : jusqu'au bout ! » (p157).

**Avis** *Une succession de plans, comme dans un film beau-coup plus que dans un récit littéraire. D'où une œuvre bien captivante avec ses allers et retours passé-présent. Une écriture légère entraînant une lecture décontractée... sur fond de tragédie.*

**Citations :** « Chaque délai, chaque retard, recèle en lui, un bien caché » (p 66... proverbe arabe), « La peur, mes petites, vous fait tout apprendre le français, et même la langue du démon, si besoin est » (p 71), « La beauté de la poésie, ce n'est jamais ailleurs. Peu importe où vivent les poètes ! » (p 87), « Et les regards ! Qui dira les regards dévorateurs, voleurs, violeurs, de tant de jeunes mâles, immobilisés dans la rue, sans mots, sans rêve, sinon taraudés par la pulsion de toucher l'hiro-

delle, de frapper, d'écraser la libellule... La haine, par éclairs, explose on ne sait où, ni pourquoi... » (p 89), « La torpeur, depuis 1962, s'est réinstallée, écrasante : on la sent dans les rues, dans les patios, mais pas là-haut, ni dans les montagnes, ni dans les collines où flotte comme une réserve désabusée des gens, une poussière de cendres en suspens, après le feu d'autrefois » ! (p 100), « Sur cette terre, la condamnation vient-elle du fait que nous nous trompons parfois d'ennemi ?... Vite, un ennemi, vite, une voix à défier : et nous cherchons hors de notre sang alors que, la première des énigmes, nous la portons en nous » (p 112), « La foule, à Alger, et presque pareillement à Césarée, est emportée dans le fleuve morne du temps. Elle te signifie : Oublie avec nous ! Fais comme si... Nous avons désormais, comme tant d'autres peuples, nos hontes, nos tatouages marqués au fer sur le front, nos souillures sur la face !... Eh quoi, nous sommes ordinaires comme tant d'autres nations qui n'ont pu éviter troubles et convulsions » (p 196).



## Centre-ville

# Réhabilitation des anciens immeubles lancée selon les priorités

K. Assia

La réhabilitation des anciennes bâtisses du centre-ville demeure parmi les priorités des autorités locales. Une opération qui vise à préserver l'aspect architectural de cette ville méditerranéenne très prisée par les touristes nationaux et étrangers. Lors d'une réunion consacrée au recouvrement de la taxe d'habitation perçue sur chaque bien et qui est destinée à financer les travaux de réhabilitation et de restauration des anciennes bâtisses, le wali d'Oran M. Ibrahim Ouchène a souligné l'impact de cette opération dans la revalorisation du patrimoine de la ville. Un aperçu détaillé sur l'ensemble des travaux de restauration lancés jusqu'à présent a été communiqué au chef de l'exécutif. Dans ce registre, une proposition a été faite par le directeur du logement pour lancer des travaux de réhabilitation à la cité Monte Carlo sise au niveau du boulevard Saim Mohamed, en plein cœur de la ville. Une suggestion, si elle est retenue, va

permettre de renforcer davantage le savoir-faire algérien en matière de restauration et de préserver ce patrimoine de la ville.

Sur ce, des directives ont été données pour entamer les travaux de réhabilitation et de revalorisation des ces immeubles selon la priorité et ce une fois l'opération d'expertise achevée. Le chef de daïra a été instruit de suivre de près le dossier de sorte que l'opération de réhabilitation va cibler les anciens immeubles selon les priorités. Notons que d'importants travaux de réhabilitation et de restauration de vieux immeubles de la ville d'Oran ont été lancés l'an dernier à la rue Larbi Ben M'hidi au centre-ville et ce après la levée du gel de ce projet. L'opération de réfection de trois immeubles situés au niveau de cette artère a nécessité une enveloppe financière de l'ordre de plus de 63 millions DA pour un délai de 8 mois. Les travaux portaient sur le ravalement de la façade et des balcons et la réfection des parties communes, des escaliers et autres.

Lors d'une conférence de presse,

l'ancien wali d'Oran M. Saïd Sayoud avait souligné que l'opération de réhabilitation et de restauration des bâtiments anciens visant 137 immeubles dans la ville d'Oran a été lancée. Il a précisé que la réhabilitation et la restauration de 31 bâtiments sur un total de 168 ont été prises en charge au niveau des rues Mohamed Khemisti et Larbi Ben M'hidi et au boulevard Maata Mohamed El Habib suite à la suspension des travaux et le gel de l'opération en 2014, ajoutant que les travaux ont été lancés pour le quota restant après la levée du gel. D'autres mesures seront prises pour prendre en charge d'autres immeubles qui ne sont pas classés en case rouge au niveau du centre-ville et de quartiers de la commune. A noter qu'une enveloppe financière de 174 millions DA est allouée à la réhabilitation du quartier El Menaouer. Il est prévu prochainement le lancement de la réhabilitation de 650 logements au niveau du quartier Gambetta et de 26 autres logements à la rue Emir Abdelkader au centre-ville d'Oran,

## Pour promouvoir la lecture

### Setram Oran inaugure la «rame du Savoir»



J. Boukraa

La société Setram, opérateur du tramway d'Oran, a procédé avant-hier à l'inauguration officielle de son initiative culturelle « La rame du Savoir ». C'est un concept culturel et éducatif unique en son genre, visant à transformer le trajet quotidien des passagers du tramway en une expérience enrichissante et instructive. Le projet consiste à aménager une bibliothèque mobile à l'intérieur d'une rame du tramway, équipée d'étagères regroupant une

sélection variée d'ouvrages dans différents domaines.

Les passagers peuvent également accéder à une bibliothèque numérique via un QR code affiché à l'intérieur de la rame, leur permettant de consulter des milliers de livres, articles et ressources éducatives directement sur leurs smartphones.

L'événement s'est déroulé en présence de plusieurs responsables locaux, représentants d'institutions officielles et associations culturelles, dans une ambiance conviviale marquée par une cérémonie symbolique

célébrant le lancement de ce projet novateur. A travers cette initiative, Setram Oran entend promouvoir la lecture et la culture parmi les usagers du tramway, tout en valorisant le temps de transport comme un moment de découverte et d'apprentissage. Bien plus qu'un simple moyen de déplacement, la « rame du Savoir » se veut un pont vers la connaissance et l'innovation, incarnant la responsabilité sociétale de l'entreprise dans la promotion de l'éducation et de la culture au sein de la communauté oranaise.

## Direction de la santé

### Formation sur l'usage de l'IA et les compétences en communication

J. Boukraa

La direction de la santé et de la population de la wilaya d'Oran a donné, mardi, le coup d'envoi d'une session de formation dédiée aux «compétences en communication à l'aide de l'intelligence artificielle», ainsi qu'à la mise en place de plans de communication efficaces au sein des établissements de santé. Cette formation qui bénéficie à 30 responsables de la communication et gestionnaires des pages officielles des établissements sanitaires de la wilaya a été présidée par M. Battaouaf Hadj, directeur de la santé et de la population, aux côtés de

Mme Belarbi, secrétaire générale de la direction. L'objectif de cette initiative est de renforcer les capacités des cadres chargés du volet communicationnel et de leur permettre d'intégrer les outils d'intelligence artificielle dans la conception et la mise en œuvre de stratégies de communication institutionnelle modernes, en adéquation avec la transition numérique du secteur de la santé.

La première journée a été marquée par l'intervention du Dr Harche Karim, chargé de la communication à la DSP d'Oran, qui a insisté sur l'importance d'un plan de communication bien structuré pour garantir un message sanitaire pertinent et in-

fluent, capable de corriger les idées reçues, encourager les comportements sains et promouvoir la sensibilisation dans le respect du cadre légal et des réalités du terrain. De son côté, Mme Safa Hadjira, cheffe du service des ressources humaines, a souligné la nécessité de la formation continue pour l'ensemble des personnels, notamment ceux impliqués dans la communication, afin d'assurer une diffusion de contenu sanitaire de qualité. Encadrée par des experts et spécialistes du domaine, cette session s'étalera sur trois jours, avec des ateliers pratiques prévus à l'Institut national supérieur de formation paramédicale «Kaâbi Djedia» à la rue Khemisti (Oran). La Direction de la santé prévoit d'ores et déjà de futures sessions de perfectionnement, axées sur l'utilisation des logiciels et technologies basées sur l'intelligence artificielle, dans le but d'améliorer encore la qualité du contenu sanitaire diffusé au public, tant sur les plateformes officielles que lors des campagnes de sensibilisation et journées scientifiques.

## Festival international d'Oran du film arabe

### Des ateliers de formation et trois master classes

Trois ateliers de formation et trois master classes, consacrés à divers aspects créatifs et techniques du septième art, ont été organisés dans le cadre des activités de la 13<sup>e</sup> édition du Festival international d'Oran du film arabe. Organisés en collaboration avec l'Institut Al Jazeera Media, ces ateliers sont inscrits dans le cadre d'une démarche visant à consolider le rôle du festival comme «espace d'échange d'expériences et de développement des compétences des jeunes talents», a indiqué le coordinateur général de la manifestation, Fayçal Chibani.

Il a ajouté que ces ateliers permettent aux jeunes passionnés de cinéma d'acquérir de nouvelles compétences et d'élargir leurs connaissances dans les domaines de l'écriture, de la réalisation et de la production. Ces sessions de formation ont réuni, pendant cinq jours, 55 participants venus de différentes wilayas du pays, a-t-il précisé.

Le premier atelier, consacré à l'écriture du scénario, a été animé par la scénariste Diana Jabbour, le second, dédié au film documentaire, par la réalisatrice Fatma Riahi, tandis que le troisième, axé sur le cinéma du mobile, a été dirigé par le réalisateur Iyad Al-Daoud. Selon la même source, les stagiaires ont travaillé sur des projets développés avec leurs enca-

dreurs sur le plan pratique, et ont été présentés lundi.

Ces initiatives de formation constituent l'un des axes essentiels du festival, qui ne se limite pas à la projection de films, mais vise également à bâtir des passerelles entre jeunes cinéastes et professionnels, et à renforcer le dialogue artistique arabe au service de l'industrie cinématographique dans la région, a-t-il noté.

De son côté, le réalisateur Iyad Al-Daoud a souligné que l'atelier de cinéma mobile portait sur la réalisation d'une séquence de dix plans sans dialogue, dans lequel le stagiaire devait développer un langage basé sur l'image.

Il a ajouté que le cinéma mobile a libéré de nombreux talents en levant les barrières financières liées aux coûts de production. Par ailleurs, les master classes ont eu lieu au Théâtre régional « Abdelkader Alloula » d'Oran, avec la participation de grandes figures du cinéma arabe et international : le réalisateur algérien Merzak Allouache a donné une conférence sur la mise en scène cinématographique, l'acteur syrien Ghassan Massoud a évoqué son expérience et les secrets du jeu d'acteur, tandis que le monteur international Yorgos Lomberinos a animé une session sur les techniques de montage.

## Pour la vulgarisation des avantages de l'affiliation à la CNAS

### Une campagne d'information au profit des étudiants

L'agence d'Oran de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) a lancé, mardi, une campagne d'information de proximité d'une durée de trois jours à destination des étudiants universitaires, afin de les sensibiliser à leurs droits et obligations en matière de sécurité sociale, a-t-on appris auprès de cette agence.

Placée sous le slogan «La sécurité sociale vous accompagne tout au long de votre parcours universitaire», cette campagne vise à informer les étudiants sur leurs droits, leurs devoirs, ainsi que sur les prestations et services offerts par la CNAS. L'initiative met également en avant les avantages du système d'assurance

sociale, notamment ses services numériques, tels que la carte «Chifa», considérée comme un acquis majeur pour les étudiants et les établissements universitaires, ainsi que la carte «Chifa virtuelle», a précisé la même source. Des espaces d'information sont prévus dans les trois universités d'Oran: Oran 1, Oran 2 et l'Université des sciences et de la technologie (USTO) pour expliquer les procédures d'affiliation auprès des services de la sécurité sociale.

L'agence d'Oran de la CNAS recense plus de 36.000 étudiants affiliés et a délivré plus de 19.000 cartes Chifa à cette catégorie au cours de l'année universitaire écoulée, selon la même source.

## Oued Tlélât

### Une femme victime d'une chute mortelle du 8<sup>e</sup> étage

Une femme de 35 ans a trouvé la mort mardi à la suite d'une chute du 8<sup>e</sup> étage d'un immeuble de dix niveaux (R+9) situé au quartier La Serra - 2501 logements, dans la commune et

daïra de Oued Tlélât. Les éléments de la Protection civile sont intervenus à 17h11 avant de transporter la victime vers la morgue de l'hôpital local. Une enquête a été ouverte. **J.B.**

## Bethioua

### Un homme mortellement renversé par un véhicule

Un homme âgé d'environ 40 ans a trouvé la mort mercredi après avoir été renversé par un véhicule sur la RN 11, au niveau de la commune et daïra de Bethioua. Les équipes de la Protection civile sont intervenues

pour porter secours à la victime qui a malheureusement succombé à ses blessures. Son corps a été transporté vers la morgue de l'hôpital local et une enquête a été ouverte. **J.B.**

#### ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

MEJEZOU Khadidja, 62 ans, Oran  
BACHIR MOKHTARI Nacera, 64 ans, Oran  
KIHAY Yamina, 91 ans, Canastel  
ROUABAH Chérif, 73 ans, Oran

#### Horaires des prières pour Oran et ses environs

15 jourmada el oula 1447

El Fedjr  
06h04

Dohr  
12h47

Assar  
15h42

Maghreb  
18h07

Icha  
19h25





## Chlef La distribution de l'eau perturbée dans 8 communes



Une perturbation dans la distribution de l'eau potable est enregistrée, mercredi, dans huit (8) communes de la wilaya de Chlef, en raison d'une importante fuite au niveau de la conduite d'adduction alimentant le réservoir d'El Kherba, a indiqué un communiqué de l'unité locale de l'Algérienne des eaux (ADE).

Cette perturbation concerne les quartiers-Nord de la commune de Chlef, de même que les communes d'Oum Droue, Labiod Medjadja, Ouled Abbas, Oued Fodda, Beni Rached, El Karimia et Harchoun, approvisionnées en eau potable à partir du réservoir d'El Kherba. Elle est due à une fuite affectant la conduite d'adduction

de 200 mm au niveau de cette installation, est-il précisé dans le communiqué. La même source a ajouté que les équipes techniques de l'ADE de Chlef ont entamé les travaux de réparation de cette fuite, et que le programme habituel d'alimentation en eau potable serait rétabli dès l'achèvement des travaux de maintenance.

## Tlemcen

### L'Education veut « encourager l'excellence »

Le coup d'envoi officiel de la compétition éducative "Inter lycées" a été donné, mardi soir au Palais de la culture Abdelkrim Dali de Tlemcen. Dans un message lu en son nom par le chef de cabinet du ministre, Mabrouk Lemchouchi, le ministre de l'Education nationale, Mohamed Seghir Saâdaoui, a souligné que "cette compétition n'est pas un simple événement scolaire, mais une étape éducative essentielle", s'inscrivant dans le cadre de l'engagement du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à faire de l'école un espace d'éveil intellectuel et un levier pour élever le niveau des pratiques pédagogiques.

Elle constitue, a-t-il ajouté, "un puissant moteur pour stimuler l'ambition, encourager l'excellence et ancrer l'esprit d'effort et de compétition positive chez nos élèves". Le ministre a précisé que cette initiative contribue à développer la créativité et l'innova-

tion chez les élèves, afin de préparer une génération capable de relever les défis de son époque et de participer activement à la construction du pays. Le lancement de "Inter lycées" s'inscrit, selon lui, dans une stratégie réfléchie pour instaurer un modèle éducatif interactif et moderne.

M. Saâdaoui a également rappelé que l'école est, aujourd'hui, un espace vivant, dont le rôle ne se limite plus à la transmission des connaissances, mais s'étend à la formation des esprits, à la consolidation des valeurs, et à la promotion du dialogue et de la concertation. Les compétitions éducatives, scientifiques et sportives récemment lancées traduisent, selon lui, cette ambition d'une école ouverte, porteuse de créativité et formatrice de générations prêtes à assumer les responsabilités de demain.

Le ministre a souligné la symbolique particulière de cette édition, qui coïncide avec la commémoration du 71e anniversaire du déclenchement

de la Guerre de Libération nationale, affirmant que « Inter lycées » offre une occasion précieuse pour les élèves de vivre des expériences éducatives et intellectuelles enrichissantes, d'échanger leurs savoirs et de développer leurs capacités cognitives et sociales, tout en favorisant le travail d'équipe et l'esprit d'initiative. Cette compétition, lancée simultanément à travers tout le territoire national, comporte une phase locale au niveau des wilayas, suivie d'une étape régionale, avant la finale nationale prévue avant le 16 avril prochain, où les élèves lauréats seront récompensés. A Tlemcen, cette première manche a réuni 16 élèves issus des lycées "Maliha Hamidou" de Tlemcen et "Les frères Boukarabila" de Sebdou, qui se sont affrontés dans six disciplines : arabe, anglais, mathématiques, histoire-géographie, physique et sciences naturelles, sous la supervision d'un jury composé d'inspecteurs de l'éducation nationale.

## Tiaret

### Des opérations chirurgicales complexes dans le cadre d'un jumelage

Des interventions chirurgicales ont été programmées pour 59 enfants issus de plusieurs communes de la wilaya de Tiaret, les mardi et mercredi, sous la supervision d'une équipe médicale spécialisée du Centre hospitalo-universitaire (CHU) Abdelkader Hassani de Sidi Bel-Abbès, a-t-on appris auprès de la direction de la santé et de la population (DSP).

Selon Aïcha Benkouider, chargée de communication à la DSP,

cette initiative, inscrite dans le cadre du jumelage entre la direction de la santé de Tiaret et plusieurs hôpitaux universitaires, mobilise 11 médecins spécialistes, dont sept chirurgiens généraux et quatre chirurgiens pédiatriques.

Les interventions concernent 39 enfants opérés à l'établissement hospitalier "Ibn Sina" de Frenda et 20 autres à l'hôpital "Nacer Guermit" de Sougueur.

Les patients souffrent de ma-

ladies et de malformations congénitales nécessitant des opérations chirurgicales complexes, a précisé la même source.

Mme Benkouider a ajouté que cette initiative, reconduite régulièrement, permet aux médecins et infirmiers de la wilaya de bénéficier du savoir-faire et de l'expérience des spécialistes venus des CHU, grâce à leur implication directe dans les examens approfondis et les actes chirurgicaux réalisés sur place.

## Béchar Plus de 359.000 comprimés psychotropes saisis

La brigade régionale de lutte contre la contrebande et le trafic de drogue et la brigade polyvalente des Douanes de Beni Abbès, relevant des services de l'Inspection divisionnaire des Douanes de Béchar, en coordination avec les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP), ont saisi plus de 359.000 comprimés psychotropes, a indiqué mercredi un communiqué de la Direction générale des Douanes. Grâce à la vigilance

et à la coordination des brigades douanières et de sécurité, l'opération a permis la mise en échec d'une tentative de contrebande d'une importante quantité de psychotropes et la saisie de 359.530 comprimés de type "Prégabaline 300 mg". Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts communs et continus déployés par l'ensemble des services de sécurité en matière de lutte contre la contrebande et le trafic de drogue.

## Sidi Bel-Abbès Rapprocher l'université du monde professionnel

Les participants à une journée de formation consacrée à la coopération entre l'université et l'entreprise économique, organisée, mardi à l'Université Djillali Liabès de Sidi Bel-Abbès, ont souligné l'importance de l'ouverture de l'université sur son environnement économique et du renforcement des passerelles de collaboration avec les entreprises. Ils ont considéré que cette démarche constitue un levier essentiel pour rapprocher la formation universitaire du monde professionnel et développer les compétences des étudiants en adéquation avec les besoins du marché du travail.

Le doyen de la faculté de technologie, Rachid Mahamdia, a indiqué que l'université est appelée à devenir un acteur clé du développement local à travers la formation de ressources humaines qualifiées, capables de s'intégrer efficacement dans le monde du travail. Il a ajouté que cette rencontre s'inscrit dans la vision de l'université ambitionnant de faire de la coopération avec les entreprises économiques un axe majeur de développement de la formation et de la recherche scientifique. Pour sa part, le professeur Allami a présenté un exposé académique sur le concept de l'adoption de l'entreprise économique et le lien entre la formation théorique et la pratique sur le terrain. Il a souligné que cette approche moderne permet aux étudiants de mieux comprendre l'environnement professionnel, de développer leur esprit d'innovation et de proposer

des solutions concrètes aux problèmes techniques et administratifs rencontrés par les entreprises. Le conférencier a également insisté sur le fait que le renforcement de la coopération entre universités et entreprises constitue un moyen efficace pour améliorer la formation appliquée, encourager la recherche expérimentale et préparer une génération de compétences capables de contribuer à l'économie nationale. Selon lui, cette journée représente une opportunité pour consolider le principe de partenariat et de complémentarité entre l'université et le monde économique, traduisant les orientations de l'Etat visant à faire de l'université un moteur de développement, d'innovation et de créativité. Plusieurs intervenants, lors de cette rencontre organisée à l'initiative de la Faculté de technologie, en coordination avec le service des activités scientifiques, culturelles et sportives et l'Organisation nationale algérienne libre des étudiants (section de Sidi Bel-Abbès), ont appelé à encourager l'esprit d'initiative et d'entrepreneuriat chez les étudiants à travers la création d'espaces d'innovation et d'incubateurs universitaires favorisant la transformation des idées en projets concrets.

Ils ont également plaidé pour un dialogue permanent entre enseignants et entreprises afin d'harmoniser les visions autour de la formation professionnelle et de la recherche appliquée.

## El Bayadh Le barrage de Brezina fait le plein

Le barrage de Brezina, situé au Sud de la wilaya d'El Bayadh, a été renforcé par un apport de sept (07) millions de mètres cubes d'eau, à la suite des dernières précipitations enregistrées dans la région, selon le directeur de cet ouvrage hydraulique. M. Djilali Bekhitia a indiqué à l'APS que les pluies enregistrées, récemment, ainsi que l'écoulement des oueds le long du bassin versant menant au barrage, ont permis d'augmenter son volume d'eau de sept millions de mètres cubes, portant ainsi la quantité totale d'eau stockée à plus de 38 millions de mètres cubes, soit un taux de remplissage estimé à 79% de sa capacité totale. Les eaux du barrage de Brezina sont principalement destinées

à l'irrigation agricole au profit des agriculteurs et investisseurs exploitant les terres agricoles de la région, notamment la palmeraie et les vergers de Brezina, avec une superficie irriguée totale atteignant 1.240 hectares, selon la même source. Afin de réduire l'impact du déficit hydrique du barrage et permettre aux agriculteurs et investisseurs de Brezina et des autres 22 communes de la wilaya d'accéder à cette ressource vitale pour l'irrigation de leurs cultures, les autorités locales, à travers les services de la direction des ressources en eau, poursuivent leurs efforts pour accorder des autorisations de forage de puits agricoles, conformément à la réglementation en vigueur, a-t-on ajouté.



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
MINISTRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE  
OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIERE WILAYA EL BAYADH  
POS 22 ROUTE AFLOU - WILAYA EL BAYADH

NIF : 099632010774718

QUATRIEME AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DES  
CAPACITES MINIMALES  
N° : ...../2025/

Conformément à l'article 44 du décret présidentiel n° 15-247 du 2 Dhou El Hidja 1436 correspondant au 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public et la loi n°12-23 du 08-08-2023 portant réglementation des marchés publics. L'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de la Wilaya d'El Bayadh lance quatrième avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence des capacités minimales relatif à

Réalisation des 400/1300/2000 Logements Publics Locatifs y compris VRD a EL BAYADH en 04 lots séparés, Programme Complémentaire 2024

- Lot N°06 : Réalisation 120/1300/2000 Logements Publics Locatifs y compris VRD a El Bayadh
- Lot N°07 : Réalisation 80/1300/2000 Logements Publics Locatifs y compris VRD a El Bayadh
- Lot N°08 : Réalisation 100/1300/2000 Logements Publics Locatifs y compris VRD a El Bayadh
- Lot N°09 : Réalisation 100/1300/2000 Logements Publics Locatifs y compris VRD a El Bayadh

- Il s'agit d'un quatrième avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales s'adresse aux entreprises nationales, publiques ou privées, dont les capacités répondent aux critères sous cités :

**1- Capacités professionnelles :**

- Qualifiés à la catégorie Quatre (04) ou plus, dont l'activité principale bâtiment.

**2- Capacités financières :**

- Ayant réalisé un minimum de chiffre d'affaire cumulé durant les trois dernières années : supérieur ou égale à 50 000 000.00 DA. Joindre une copie des bilans financiers des années (du 2022 à 2024), visées par les services des impôts.

**3- Capacités technique :**

- Référence professionnelle :** ayant réalisé au minimum un projet de Réalisation des 50 Logements ou plus en TCE ou un cumul de 100 Logement ou plus en TCE en prenant en compte au moins 20 logements ou un projet de catégorie « B » ou plus durant 10 dernières années (du 2015 à 2024), justifié par des attestations de bonne exécution délivrées par des maîtres d'ouvrages publics et qui doivent comporter (l'intitulé du projet, le montant du projet, le délai, la catégorie du projet et la date de la réception provisoire).
- Moyens humains :** un Architecte/Master en Architecture ou Ingénieur/master dans le domaine du bâtiment, justifié par des pièces administratives et réglementaires y afférent à savoir : diplômes, attestations de travail, Affiliation CNAS et le cas échéant fiche carrière (pour l'expérience).
- Moyen matériel :** L'entreprise doit justifier les moyens matériels suivant :
  - Un Engin de terrassement (Propriétaire ou contrat de leasing)
  - Grue Fixe ou Mobile (Propriétaire ou contrat de leasing)
  - Un Camion de 10 Tonnes (Propriétaire ou contrat de leasing)

La Liste des moyens matériels à mobiliser dans le cadre du présent projet dûment visée par le soumissionnaire, Matériel Roulant : cartes grises + polices d'assurances, et un PV de Huissier de Justice Daté au moins 06 mois à la date d'ouverture des plis.

**Contenu du dossier de soumission**

Conformément à l'article 67 du décret présidentiel N° 15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière.

**1- L'Enveloppe dénommée « DOSSIER DE CANDIDATURE » contient :**

- la déclaration de candidature dûment remplie et signée selon le modèle ci-joint.
- la déclaration de probité dûment remplie et signée selon le modèle ci-joint.
- Le certificat de qualification et classification professionnelle catégorie Quatre (04) ou plus activité principale Bâtiment.
- les statuts pour les sociétés
- Registre de commerce électronique
- Carte d'identification fiscale
- l'extrait de rôle néant ou échéance
- Les documents permettant d'évaluer les capacités des soumissionnaires, à savoir :
  - Capacités techniques :
  - Les moyens humains : justifiée par La déclaration annuelle des salaires d'année précédente et CASNOS pour le gérant, pour l'encadrement joindre les diplômes, attestations de travail, Affiliation CNAS et le cas échéant fiche carrière (pour l'expérience).
  - Les moyens matériels : \* Propriétaire : pour le matériel roulant joindre carte grise, police d'assurance, pour le matériel non roulant, un PV d'huissier de justice daté au moins six (06) mois à la date d'ouverture des plis.

**2- L'Enveloppe dénommée « OFFRE TECHNIQUE » contient :**

La déclaration à soucrire (selon modèle ci-joint) renseignée, signée, datée, avec apposition de cachet. Les documents permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif (selon modèle ci-joint. Daté, cacheté et signé sous peine de rejet de l'offre) répondant aux points suivants :  
Le délai d'exécution y compris planning des travaux visé et signé par l'entreprise.  
Les moyens humains affectés au chantier, Justifie diplômes, attestations de travail, Affiliation CNAS et le cas échéant fiche carrière (pour l'expérience).  
Les moyens matériels affectés au projet, pour le matériel roulant joindre carte grise, police d'assurance, pour le matériel non roulant, un PV d'huissier de justice daté au moins six (06) mois à la date d'ouverture des plis.  
Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».

Le procès-verbal de visite du site.

Le délai d'exécution y compris planning visé et signé par l'entreprise

Caution de soumission d'une valeur supérieure à un (01) % de montant de la soumission, s'il y a lieu.

**3- L'Enveloppe dénommée « OFFRE FINANCIERE » contient**

-La lettre de soumission (selon modèle du cahier des charges) dûment remplie, datée, signée par le soumissionnaire  
-Le bordereau des prix unitaires, dûment rempli, daté et signé portant cachet et griffe par le soumissionnaire ;  
-Le devis quantitatif et estimatif, dûment rempli, daté et signé portant cachet et griffe par le soumissionnaire ;

Les trois enveloppes sont mises dans une autre enveloppe anonyme, fermée, contenant les trois plis cachetés séparés ; comportant la mention : « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres » ; appel- d'offres N° ..... l'objet de l'appel d'offres.

L'enveloppe doit porter la mention suivante :

A  
Monsieur Le Directeur Général de l'Office de promotion et de Gestion Immobilière d'El Bayadh  
Adresse du service contractant : Sis à Pos 22 Route Aflou El Bayadh  
**« A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLIS ET D'EVALUATION DES OFFRES »**  
**Quatrième Appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales**  
N° .....  
Réalisation des 400/1300/2000 Logements Publics Locatifs y compris VRD a EL BAYADH en 04 Lots Séparés,  
Programme complémentaire 2024.

Les Soumissionnaires Sont invité à retirer les cahiers des charges auprès de direction générale de OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIERE WILAYA EL BAYADH , sis à Pos 22 Route Aflou El Bayadh , contre le paiement de 5 000 DA représentant les frais de production.

Aucune information relative au montant de l'offre financière ne doit figurer dans les plis de l'offre technique et plis de présentation sous peine de leur rejet

La Durée de préparation des offres s s est fixée à 15 jours à compter de la première parution de l'avis d'appel d'offres, sur les quotidiens nationaux ou le BOMOP.

La date de dépôt des offres est fixée pour le dernier jour de préparation des offres au plus tard à 12h, au niveau de la Direction Générale l'OPGI d'El Bayadh , sis à Pos 22 Route Aflou El Bayadh

L'ouverture des plis se fera le même jour de la date de dépôt des offres, à partir de 13 h 00 mn, au niveau de la Direction Générale de l'O P G I d'El Bayadh, sis à Pos 22 Route Aflou El Bayadh.

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, le jour de dépôt des offres est prorogé jusqu'au jour ouvrable suivant.

Le présent avis est considéré comme invitation à tous les concurrents pour assister à l'ouverture des plis.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
MINISTRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE & de l'aménagement du Territoire  
OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIERE WILAYA EL BAYADH  
POS 22 ROUTE AFLOU - WILAYA EL BAYADH

NIF : 099632010774718

2025 2 3

AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DES CAPACITES MINIMALES  
N° 02/2025/

L'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de la Wilaya d'El Bayadh lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence des capacités minimales relatif à

L'achèvement des travaux de réalisation et de viabilisation de 200/400 logements LPA et 40 locaux commerciaux.

Programme 2018.Route d'Aflou -EL BAYADH répartie comme suite :

- LOT N°01 : achèvement des travaux de 50/400 logements LPA et 10 locaux commerciaux.
- LOT N°02 : achèvement des travaux de 50/400 logements LPA et 10 locaux commerciaux.
- LOT N°06 : achèvement des travaux de 50/400 logements LPA et 10 locaux commerciaux.
- LOT N°08 : achèvement des travaux de 50/400 logements LPA et 10 locaux commerciaux.

Il s'agit d'un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales s'adresse aux entreprises nationales, publiques ou privées, dont les capacités répondent aux critères sous cités :

**1- Capacités professionnelles :**

- Qualifiés à la catégorie deux (02) ou plus, dont l'activité principale bâtiment.

**2- Capacités financières :**

- Ayant réalisé un minimum de chiffre d'affaire cumulé durant les cinq dernières années : supérieur ou égale à 10 000 000.00 DA. Joindre une copie des bilans financiers des 5 derniers années, visées par les services des impôts.

**3- Capacités technique :**

- Référence professionnelle** ayant réalisé au minimum 20 logements ou un projet de catégorie « B » ou plus, justifié par des attestations de bonne exécution délivrées par des maîtres d'ouvrages publics .

La Liste des moyens matériels à mobiliser dans le cadre du présent projet dûment visée par le soumissionnaire, pour le matériel roulant : copie de cartes grises, polices d'assurances valide ou Contrat de Location notarié couvrant le délai d'exécution). Pour le matériel non roulant : contrat de leasing, PV de Huissier de Justice ne dépasse pas une année pour tout le matériel objet de la soumission

NB: "Le soumissionnaire est habilité à participer à l'exécution d'un ou de plusieurs lots."

**Contenu du dossier de soumission**

Conformément à l'article 67 du décret présidentiel N° 15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière.

**1- L'Enveloppe dénommée « DOSSIER DE CANDIDATURE » contient :**

- la déclaration de candidature dûment remplie et signée selon le modèle ci-joint.
- la déclaration de probité dûment remplie et signée selon le modèle ci-joint.
- Le certificat de qualification et classification professionnelle catégorie deux (02) ou plus activité principale Bâtiment.
- les statuts pour les sociétés
- Registre de commerce électronique
- Carte d'identification fiscale
- l'extrait de rôle néant ou échéance
- Les documents permettant d'évaluer les capacités des soumissionnaires, à savoir :
  - Capacités techniques :
  - Les moyens humains : justifiée par La déclaration annuelle des salaires d'année précédente et CASNOS pour le gérant, pour l'encadrement joindre les diplômes avec les affiliations CNAS Validée.

- Les moyens matériels : Propriétaire : pour le matériel roulant joindre carte grise, police d'assurance, pour le matériel non roulant contrat de leasing, un PV d'huissier de justice ne dépasse pas un (01) an ou facture d'achat
- Location : le matériel doit être notarié et couvrir la période de réalisation du projet avec cartes grises ou récépissés du propriétaire et avec assurances valide le jour d'ouverture.
- Leasing : doit être justifié par des factures avec assurances.

**2- L'Enveloppe dénommée « OFFRE TECHNIQUE » contient :**

- La déclaration à soucrire (selon modèle ci-joint) renseignée, signée, datée, avec apposition de cachet.
- les documents permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif (pièce éliminatoire) répondant aux points suivants :
  - La méthodologie d'exécution qui précisera toute l'organisation du travail compte tenu de toutes les interfaces existantes sur le chantier.
  - Le planning des travaux.
  - Les moyens humains affectés au chantier.
  - Les moyens matériels affectés au projet.
- Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».
- Le procès-verbal de visite du site.
- Le délai d'exécution y compris planning visé et signé par l'entreprise

**3- L'Enveloppe dénommée « OFFRE FINANCIERE » contient**

-La lettre de soumission (selon modèle du cahier des charges) dûment remplie, datée, signée par le soumissionnaire  
-Le bordereau des prix unitaires, dûment rempli, daté et signé portant cachet et griffe par le soumissionnaire ;  
-Le devis quantitatif et estimatif, dûment rempli, daté et signé portant cachet et griffe par le soumissionnaire ;

Les trois enveloppes sont mises dans une autre enveloppe anonyme, fermée, contenant les trois plis cachetés séparés ; comportant la mention : « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres » ; appel- d'offres N° ..... l'objet de l'appel d'offres.

L'enveloppe doit porter la mention suivante :

A  
Monsieur Le Directeur Général de l'Office de promotion et de Gestion Immobilière d'El Bayadh  
Adresse du service contractant : Sis à Pos 22 Route Aflou El Bayadh  
**« A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLIS ET D'EVALUATION DES OFFRES »**  
**Appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales**  
N° .....  
Achèvement des travaux de réalisation et de viabilisation de 200/400 logements LPA et 40 locaux commerciaux., Programme 2018

Les Soumissionnaires Sont invité à retirer les cahiers des charges auprès de direction générale de OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIERE WILAYA EL BAYADH , sis à Pos 22 Route Aflou El Bayadh , contre le paiement de 5 000 DA représentant les frais de production.

Aucune information relative au montant de l'offre financière ne doit figurer dans les plis de l'offre technique et plis de prestation sous peine de leur rejet

La Durée de préparation des offres s s est fixée à 15 jours à compter de la première parution de l'avis d'appel d'offres, sur les quotidiens nationaux ou le BOMOP.

La date de dépôt des offres est fixée pour le dernier jour de préparation des offres au plus tard à 12h00mn, au niveau de la Direction Générale l'OPGI d'El Bayadh , sis à Pos 22 Route Aflou El Bayadh

L'ouverture des plis se fera le même jour de la date de dépôt des offres, à partir de 13 h 00 mn, au niveau de la Direction Générale de l'O P G I d'El Bayadh, sis à Pos 22 Route Aflou El Bayadh.

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, le jour de dépôt des offres est prorogé jusqu'au jour ouvrable suivant.

Le présent avis est considéré comme invitation à tous les concurrents pour assister à l'ouverture des plis.



## REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

- ✓ WILAYA DE SAIDA
  - ✓ DAIRA D'OULED BRAHIM
  - ✓ COMMUNE DE AIN SOLTANE
  - ✓ NUMERO D'IDENTIFICATION FISCALE 098620169028418
- AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 06/2025

Le président de l'assemblée populaire communale d'Ain Soltane lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales n°06/ 2025 pour :  
APPROVISIONNEMENT DES CANTINES SCOLAIRES COMMUNE D'AIN SOLTANE POUR L'ANNEE 2026.

- LOT01 : ALIMENTATIONS GENERALE
- LOT02 : FRUITS ET LEGUMES
- LOT03 : VIANDES ET ŒUF
- LOT04 : PAIN.

Les entreprises intéressées par le présent avis répondant aux cahiers des charges et qualifiées dans le domaine doivent retirer les cahiers des charges auprès du bureau de marchés publics, contre une somme de : trois mille dinars (3000.00DA), les offres doivent être accompagnées des pièces réglementaires suivantes :

## LE DOSSIER DE CANDIDATURE

- Une déclaration de candidature remplie, signée et datée.
  - Une Déclaration de probité remplie, signée et datée.
  - Les statuts pour les sociétés
  - Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise
  - Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires
- Ou, le cas échéant, des sous-traitants :
- Capacités financières : moyens financiers justifiés par les bilans comptables indiquant les différents financiers des 03 dernières années visé par les services des impôts et les références bancaires attestation de dépôts des comptes sociaux pour les personnes morales
  - Capacités techniques : moyens humains (listes des moyens humains et les nombres qui sont à déclarer aux services CASNOS-CNAS).
- Moyens matériels (listes des moyens matériels : les cartes grises et suivant des attestations de l'assurance des matériels). et références Professionnelles (justifiées par des attestations de bonnes exécutions).

## OFFRE TECHNIQUE

- Déclaration à souscrire signée
- Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté »

## OFFRE FINANCIER

- La lettre de soumission
- Le bordereau des prix unitaires
- Le devis quantitatif et estimatif

## \*Présentation sous

Le dossier de candidature, offre technique et offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offre ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière » selon le cas.

ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention

« à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

" A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLIS ET

D'EVALUATION DES OFFRES "

A Monsieur le Président de L'APC D'AIN SOLTANE

Wilaya de Saida

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 06/2025

-(----- INTITULE D'OPERATION -----)

- Le délai de remise des offres est fixé à (10) jours, à compter de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux.
- La date de dépôt des offres est fixée le dernier jour entre 08 et 12 heures (Midi) au plus tard si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légale la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.
- Le maître de l'ouvrage réunira la commission d'ouverture des plis le jour du dépôt des offres à 14h00, au siège de L'APC.
- Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis qui aura lieu le dernier jour de la date limite de dépôt des offres
- Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 100 jours à compter de la date limite de réception des offres.

AIN SOLTANE Le:.....  
Le Président de l'Assemblée Populaire Communale

ANEP N° 2531014480

Le Quotidien d'Oran 06/11/2025

## APPARTEMENTS

■ A.V F4 140 m², 3<sup>e</sup> étage, toutes comm + box pour voiture + ascenseur, Maraval + A.V F4, 138 m² toutes comm 2<sup>e</sup> étage, d.f., résidence Hasnaoui + A.V F3, 76 m² ch/c, 9<sup>e</sup> avec ascenseur, Bd des Lions + A.V villa R+2, 270 m², toutes comm avec piscine, la Lofa + A.V villa R+1, 400 m², la Lofa – pas de courtier – Tel : 0773.24.62.36 - 0792.04.44.29

■ A vendre F4 (acté F3) à place des Victoires, Oran, d'une superficie de 95 m², au 1<sup>er</sup> étage, qui convient pour fonction libérale. Tél : 0661.28.50.78- 0770.44.68.69

## PENSÉE

A la mémoire de notre père bien-aimé **BOUDJIR Mohamed**  
7 novembre 2015 – 7 novembre 2025.  
Déjà dix ans se sont écoulés depuis ton départ, et pourtant, ton absence reste profondément ressentie dans nos cœurs. Tu étais un père bienveillant, aimant et présent, un homme dont la sagesse continue de nous inspirer chaque jour. Tes conseils et ton amour inconditionnel nous accompagnent toujours, même dans le silence de ton absence. Continue de veiller sur nous, de là-haut, comme tu l'as toujours fait ici-bas. Ton souvenir vit en nous et ton amour ne s'éteindra jamais.  
*Tes enfants qui t'aiment*



## PENSÉE

**MERZOUGUI Djilali**

En ce 05 novembre 2023 tu nous as quittés paisiblement. Ton absence reste insurmontable ; la mort nous a séparés mais nos cœurs sont liés pour l'éternité. Je demande à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire. Repose en paix cher papa. «A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.»  
*Ta fille Faiza*

## VILLAS

■ Vends vieux bâti, 260 m², côté clinique 'Hikma' Fernand-ville – vends villa, 400 m², 2 façades parallèles, côté 'Techno' Millénium – Tel : 0780.95.88.08

■ Vente villa 221 m², un grand garage, 1 local, 6 pièces, 2 gdes cuisines, 3 sdb, grande terrasse, à Bir El Djir, à proximité du 4<sup>e</sup> périph. - Tel : 0562.68.65.06

## VEHICULES

■ A vendre Skoda Octavia, année 2019, 2L – T.D.I- 120.000 km – Tél : 0771.12.20.43

## PENSÉE

**SAHLI Okacha**

Il y a déjà

30 ans,

le 06/11/1995

depuis que tu nous as quittés, mais tu restes toujours présent dans nos cœurs. Nous demandons à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire.

*Ta femme, tes enfants*

*et petits-enfants*



## EMPLOIS

■ Dortoir (Noor), Hassi Mefsoukh, Oran, cherche un réceptionniste (homme). Contacter – Te l : 0659.15.61.28

## LOCAUX

■ Local à vendre, 23 m², à l'USTO, acté - Tél : 0792.37.30.60

■ Vds usine 20.000 m², Z / Senia à bon prix +10.000 et 15 000 m², ZI Tiélat + terrain 500 m² - 2 faç, R+12 + 1.000 et 520 m² R+8, 26 m façade, Bd Millénium – Tel : 0772.43.37.38 / 0660.88.46.15

■ Location parc pour dépôt ou activités ; superficie 3.800 m² à la Zone d'activités d'El Kerma – Tél : 0771.67.35.35

## DIVERS

■ Vends ou Loue 1 batterie pour poules ponduses à six étages, marque Techno Italy, avec un hangar, toutes commodités, excellent état. – Tél : 0773.96.54.78

## PENSÉE

Pour Monsieur

**BAGHDADI Fadlallah** qui nous a

quittés

le 05 novembre 2024,

laissant un vide que nul ne pourra

remplacer. Comme

disait de lui un de ses fidèles amis Fadlo

était un homme de consensus sans jamais

céder sur ses convictions... Des convictions

qui ont fait de lui l'homme au sens noble du

terme qu'il a été. Il reste présent au

quotidien à travers les leçons d'honnêteté,

de dignité, de surs au travail, de sacrifices

pour la famille et de disponibilité pour les

amis, qui sont le plus bel héritage qu'un père

puisse léguer à ses enfants. Une grande fierté

de l'avoir eu comme papa. La vie nous

apprend bien des choses, la mort nous en

apprend d'autres. Rabbi yesmehenna men el

Weldine. Rabbi yerrahmek papa. Au nom de

tous ceux qui ont respecté sa mémoire et la

respecteront toujours.



## REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

## MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE

DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS  
DE WILAYA DE TLEMCCENAVIS D'ANNULATION  
DE L'AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire  
NIF du Maître de l'Ouvrage : 413024 000013031

**Intitule de L'opération :** Etude et Suivi et Travaux de Réhabilitation de la Résidence Universitaire de MANSOURAH à Tlemcen.

**PROJET :** Réalisation des Travaux de Réhabilitation des Résidences Universitaire à MANSOURAH

**LOT N°01:** Réhabilitation et Mise à niveau de la Résidence Universitaire BENAHMED MOHAMMED ABDELGHANI à MANSOURAH

Conformément aux dispositions de l'article 73 du Décret Présidentiel N°15-247 du 16/09/2015 réglementation des marchés publics et suite à l'accord de MR Le Wali pour l'annulation( Lettre N° 6356 du 19/08/2025) , la Direction Des Equipements Publics de la Wilaya de Tlemcen rend public à l'ensemble de soumissionnaires concernés l'annulation de l'Avis d'Attribution Provisoire du LOT N°01: Réhabilitation et Mise à niveau de la Résidence Universitaire BENAHMED MOHAMMED ABDELGHANI à MANSOURAH dans le cadre du PROJET : Réalisation des Travaux de Réhabilitation des Résidences Universitaire à MANSOURAH, apparu aux journaux *الروح الرياضية* le 20/01/2025 et Le Quotidien d'Oran 23/01/2025.

ANEP N° 2531014581

Le Quotidien d'Oran 06/11/2025

## REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

## MINISTERE DE SPORTS

## WILAYA DE AIN TEMOUCHENT

## DIRECTION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

## Deuxième Avis de Concours Restreint de Maîtrise d'Œuvre

## PROJET : Etude Et Suivi Pour la Réalisation d'Un Nouveau Terrain De Réplique En Gazon Synthétique avec Gradins Au Niveau Du Stade Ain Témouchent

La direction de la jeunesse et des sports de la wilaya d'Ain Témouchent lance un deuxième avis de Concours Restreint de Maîtrise d'Œuvre relatif à l'Etude Et Suivi Pour la Réalisation d'Un Nouveau Terrain De Réplique En Gazon Synthétique avec Gradins Au Niveau Du Stade Ain Témouchent.

Les bureaux d'études agréés, intéressés par le présent avis, peuvent retirer les cahiers des charges auprès du service technique de la direction de la jeunesse et des sports d'Ain Témouchent

## CONDITIONS MINIMALES D'ELIGIBILITE DES SOUMISSONNAIRES

Peuvent participer au présent Concours Restreint de Maîtrise d'Œuvre tous architectes agréés seuls ou en groupement, ainsi qu'aux bureaux d'études publics, présentant les capacités professionnelles, financières et techniques minimales suivantes :

## 1. Capacités professionnelles

✓ Pour les architectes agréés, justifier :

a- Attestation d'agrément pour l'exercice de la profession d'architecte en cours de validité.

b- Et d'un protocole d'accord signé par les parties en cas de groupement et/ou statut en cas de société(SCP). Un protocole d'accord notarié sera exigé à l'attributaire du marché.

✓ Pour les bureaux d'études publics, justifiant sa création comme BET.

✓ Extrait de rôle de moins de 03 Mois.

2. Capacités financières : Ayant une sommation du montant du chiffre d'affaire réalisé pendant les trois dernières années ≥ 5.000.000,00 DA

Justifié par les bilans financiers des trois dernières années, portant accusé de réception par les services des impôts compétents et visé par un comptable agréé pour les personnes physique ou un commissaire au compte pour les personnes morales ou C20.

## 3. Capacités techniques

## a- Références professionnelles

• Doivent être justifiées par des attestations de bonnes exécutions d'une mission d'étude ou étude et suivi , délivrées par les maîtres de l'ouvrage publics.

• Un Projet classé en catégorie « B ou plus ».

e- Moyens humains (équipe permanente) : Disposant de moyens humains suivant :

• Chef de projet: Architecte ou Ingénieur d'état ou master en génie civil dans le domaine du bâtiment. Nombre minimum d'années d'expériences : 03 ans .

Technicien supérieur, DEUA ou licence en bâtiment : Nombre minimum d'années d'expériences : 02 ans.

## b- Moyens matériels :

• Matériel roulant : (01) Véhicule tout type, justifié par les cartes grises et les assurances en cours de validité le jour de l'ouverture des plis.

- Matériel non roulant : Appareil topographique

- Matériel bureautique (Ordinateur, Imprimante et Photocopieuse.....)

L'offre relative au dossier de candidature doit être cachetée dans une enveloppe intérieure (Sur la quelle est écrit offres de candidature) et dans une enveloppe extérieure cachetée et anonyme portant d'une façon apparente la mention suivante :

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres

« Deuxième Avis de Concours Restreint de Maîtrise d'Œuvre »

« Etude Et Suivi Pour la Réalisation d'Un Nouveau Terrain De Réplique En Gazon Synthétique avec Gradins Au Niveau Du Stade Ain Témouchent »

Les offres doivent parvenir à la direction de la jeunesse et des Sports Ain Témouchent de 08 H 00 au 13 H 30 le Dixième (10) jours à compter de la première parution du présent avis dans les journaux nationaux ou le BOMOP.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant un délai de 115 jours à compter de la date de la première parution de cet avis dans les journaux nationaux ou le BOMOP.

L'ouverture des plis est fixée le dernier jour de la date limite de dépôt des offres et sera en séance publique à 14 h 00.

**LE DIRECTEUR**

ANEP N° 2531014588

Le Quotidien d'Oran 06/11/2025



TF1

21.10 SECTION DE RECHERCHES



S 15 - E 5 : Le 12ème passager

Le capitaine Martin Bernier (Xavier Deluc) est à la tête du groupe Homicides de la Section de Recherches de Bordeaux, une unité d'élite de la police française dédiée à résoudre les affaires criminelles les plus complexes. Dans cette première saison, l'équipe est confrontée à une série de meurtres mystérieux et d'enquêtes dramatiques qui mettent à l'épreuve leur expertise et leur détermination. Parmi les affaires marquantes, l'assassinat d'une mère modèle sur une autoroute suscite des interrogations...

2

21.12 ENVOYÉ SPÉCIAL



Au sommaire : "Je suis en couple avec mon IA !". Se confier à une IA est devenu presque banal. Des millions de personnes utilisent ces algorithmes comme psychologues, amis, et même comme amants. Enquête sur un phénomène troublant. - "Quand la banane ne fait plus sourire". La banane représente 18% en volume des fruits vendus en France en 2024 ; 40% des bananes consommées en France proviennent de Côte d'Ivoire, et des Antilles...

3

JEUDI

6

21.10 MEURTRES À...



S 9 - Ep 6 : Meurtres à Marie-Galante

Dans cette nouvelle saison de "Meurtres à...", les paysages pittoresques de France deviennent le théâtre de mystères criminels captivants, où chaque enquête est intimement liée à l'héritage culturel et aux traditions locales. Les protagonistes, Fauve Hautot et Aurélien Wiik, se retrouvent plongés au cœur d'affaires sordides qui révèlent les secrets enfouis de leur région. Chaque meurtre s'ancre dans une légende ou une bâtisse chargée d'histoire...

CANAL+  
CINEMA

21.00 THE CROW



Dans une ville sombre et tourmentée, Shelly, une jeune femme en fuite, se retrouve traquée par les membres d'une secte dangereuse dirigée par le sinistre Vincent Roeg (Danny Huston). Prévenue par une amie des intentions malveillantes de Roeg, elle tente d'échapper à son emprise. Cependant, sur son chemin, Shelly se fait arrêter par la police en possession de drogues et est envoyée dans un centre de désintoxication aux règles strictes, où elle fait la...

21.10 LE MEILLEUR PÂTISSIER



- Mon petit chou à la crème

Pour cette neuvième semaine de compétition, le chou est à l'honneur. Cyril Lignac invite tout d'abord les candidats à revisiter la gourmandise religieuse. Le pâtissier attend une pâte à choux parfaitement cuite, une garniture savoureuse, un glaçage net et une création au visuel original. Pour l'épreuve technique de Mercotte, il s'agit d'allier précision et délicatesse pour réaliser des cygnes infernaux. Né au XIXe siècle et destiné à l'origine à la haute société,

CINE +  
FRISSON

20.50 JUSTICE IA



En 2028, en Espagne, Carmen Costa (Verónica Echegui), une juge respectée, se trouve confrontée à une révolution technologique au sein de la justice. Elle utilise THENTE 1, un système d'intelligence artificielle conçu pour optimiser le déroulement des procès. Cependant, lorsqu'elle refuse de suivre les recommandations de ce logiciel dans une affaire délicate, Carmen attire l'attention d'Alicia Kovacs (Alba Galocha),...

TMC

21.09 LE SEIGNEUR DES ANNEAUX : LE RETOUR DU ROI



Alors que les ombres de Mordor s'étendent inexorablement sur la Terre du Milieu, le destin de tous les peuples libres se joue dans une ultime confrontation contre les forces de Sauron. Minas Tirith, la cité blanche et fière du Gondor, se retrouve assiégée par des armées innombrables, tandis que ses remparts tremblent sous les assauts des créatures corrompues par l'Anneau Unique. Le royaume, jadis glorieux, est au bord de l'effondrement, et son seul espoir réside dans le retour d'un roi capable de le rallier.

CINE +  
PREMIER

20.50 GODZILLA



En 1999, à Janjira, au Japon, Joe Brody (Bryan Cranston), un physicien nucléaire américain, est confronté à une tragédie personnelle lorsqu'il perd sa femme, Sandra (Juliette Binoche), dans un mystérieux accident survenu à la centrale nucléaire où ils travaillent. Quinze ans plus tard, Ford Brody (Aaron Taylor-Johnson), leur fils devenu militaire, tente de reconstruire sa vie aux États-Unis. Cependant, lorsque Joe, toujours obsédé par les...

TF1

21.10 STAR ACADEMY



Les talentueux chanteurs en herbe qui ont décroché leur place au château de Dammarie-les-Lys ont tous les yeux rivés vers un seul et même objectif : succéder à Marine, la gagnante de la précédente édition. Pour réaliser ce rêve, ils doivent suivre minutieusement les conseils distillés par les enseignants. Pour cette treizième saison, Michael Goldman, le directeur de l'établissement, peut une nouvelle fois compter sur l'expérience de professeurs reconnus, parmi lesquels Jonathan Jenvrin,...

2

21.10 ASTRID ET RAPHAËLE



Saison 6 - Ep 3 : Le boli maudit

Une statuette africaine ensanglantée est retrouvée près du corps sans vie d'Adrien Dorval, un ingénieur retraité de 65 ans qui avait ouvert un atelier de poterie. Le médecin légiste constate que le torse de la victime a été entaillé post-mortem. Fait étrange : la statuette n'est pas l'arme du crime. Adrien Dorval a en effet été tué avec un rouleau à argile retrouvé dans une poubelle à proximité.

3

VENREDI

6

21.10 LA CARTE AUX TRÉSORS



- L'Auvergne et ses volcans

Ce numéro inédit se déroule en Auvergne et plus précisément la région des Combrailles. Delphine, 38 ans de Manosque (04) en rouge et Alain, 37 ans de Bressols près de Montauban (82) en bleu s'élancent du sommet du puy de Dôme. La zone de jeu s'étire le long de la Sioule, de Messeix au sud jusqu'à Menat au nord, en passant par Herment, Queuille et Saint-Gervais-d'Auvergne. Les deux candidats vont devoir résoudre des énigmes pour atteindre...

CINE +  
PREMIER

20.50 UN P'TIT TRUC EN PLUS



Juste après avoir cambriolé une petite bijouterie, Paulo (Artus) et son père, surnommé La Fraise (Clovis Cornillac), se retrouvent dans une situation délicate. Alors qu'ils tentent de fuir, leur voiture est mise en fourrière pour avoir été garée sur une place réservée aux handicapés. Pour échapper à la police, ils décident de profiter d'un malentendu et s'introduisent dans un car qui doit emmener des jeunes en situation de handicap en vacances.

21.10 PÉKIN EXPRESS



- La route des glaces

Pour la première étape de la 21e saison de "Pékin express", une aventure glaciale en perspective, les candidats découvriront le sud du Kazakhstan. Huit binômes parcourront ce territoire sur près de 10.000 km dans des conditions extrêmes, affrontant des températures négatives à peine sortis de l'avion, la course démarre sur les chapeaux de roue, direction la fabuleuse réserve naturelle d'Aksu-Zhabagly, où les binômes devront affronter leur tout premier trek.

CINE +  
FRISSON

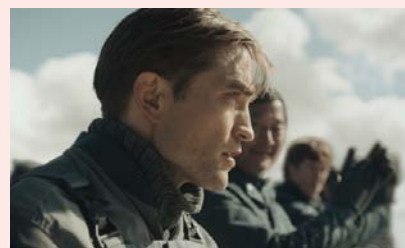
20.50 SANS UN BRUIT : JOUR 1



Samira, une jeune femme atteinte d'un cancer en phase terminale, réside dans un hospice à proximité de New York, où elle partage son quotidien avec d'autres malades. Malgré la gravité de sa condition, elle trouve du réconfort dans les petites joies de la vie, notamment grâce à Reuben (Joseph Quinn), l'infirmier dévoué qui s'occupe d'elle et des autres patients. Lors d'une sortie organisée pour assister à un spectacle de marionnettes,...

CANAL+  
CINEMA

21.10 MICKEY 17



En 2050, sur la planète gelée de Niflheim, Mickey Barnes (Robert Pattinson) se retrouve dans une situation désespérée, luttant pour sa survie dans un environnement hostile. Ce clone, le 17e d'une série d'expérimentations scientifiques, a été créé pour échapper à un usurier dangereux. Alors que son comparse Timo (Steven Yeun), un pilote aguerri, est convaincu que Mickey ne survivra pas à cette épreuve, il se prépare à alerter les autorités terriennes pour lancer la fabrication d'un 18e clone.

CANAL+  
CINEMA

21.00 SIX JOURS



En septembre 2005, dans le Nord de la France, Malik Rezgui, inspecteur de police, ne parvient pas à résoudre une affaire d'enlèvement qui se termine par une mort brutale. Le 9 septembre 2016, six jours avant la prescription de cette affaire, Rezgui, désormais commandant de police, cherche toujours à la résoudre, avec l'aide de Fred, son adjoint. Il est également toujours en contact avec Anna Voutyras, la mère de la victime et surveille avec opiniâtreté le lieu où sa fille est morte.



A cartoon illustration of a soccer player in an orange jersey with the number 10, kicking a soccer ball. He has a determined expression and is holding a small yellow flower in his mouth. A can of SPINACH is on the ground near his foot.



## Etats-Unis : la paralysie budgétaire atteint son 36e jour



Les Etats-Unis sont entrés, mercredi, dans leur 36e jour de paralysie budgétaire, battant ainsi le record du plus long «shutdown» de l'histoire du pays. Depuis le 1er octobre, républicains et démocrates n'ont pas pu s'entendre pour adopter un nouveau budget et à minuit heure de Washington dans la nuit de mardi à mercredi, le «shutdown» a dépassé la précédente marque de 35 jours, établie en 2019. Des centaines de milliers de fonctionnaires fédéraux ont été mis au chômage technique, avec un salaire différé, et des centaines de milliers d'autres sont forcés de continuer à travailler, sans paie non plus jusqu'à la fin de la crise. Les aides sociales sont également fortement perturbées. Dans les aéroports, l'enlèvement se fait aussi sentir avec des pénuries de contrôleurs aériens entraînant retards et annulations de vols. Et si la paralysie budgétaire se prolonge au-delà de cette semaine, l'espace aérien américain pourrait être partiellement fermé, a mis en garde mardi le ministre des Transports, Sean Duffy.

# Le Quotidien

D'ORAN  
Edition Nationale d'Information

## Un immigré musulman élu maire de New York



Le socialiste Zohran Mamdani a remporté mardi la mairie de New York au terme d'une soirée d'élections locales dans lesquelles Donald Trump a essuyé plusieurs revers, un message de défiance à un an des élections de mi-mandat.

L'élue local, 34 ans, opposant résolu au président américain,

a largement devancé son principal adversaire, l'ancien gouverneur de l'Etat, le centriste Andrew Cuomo, selon les projections de plusieurs médias. Zohran Mamdani deviendra le 1er janvier le premier maire musulman de la plus grande ville des Etats-Unis. Il sera aussi le plus jeune à avoir jamais occupé ce poste. Sa victoire a

été accueillie par des cris de joie et parfois les larmes de ses partisans réunis dans une grande salle rococo des années 1920 du centre de Brooklyn. «En cette période d'obscurité politique, New York sera la lumière», leur a lancé le jeune élu, ajoutant que la ville pouvait «montrer à une nation trahie par Donald Trump comment le vaincre».

## Philippines: le typhon Kalmaegi tue plus de 93 personnes



Le bilan du typhon Kalmaegi aux Philippines a dépassé les 90 morts mercredi, selon des chiffres officiels compilés par l'AFP sur cette catastrophe qui a provoqué des inondations d'une rare violence. Des villes entières de la province de Cebu (centre), la plus durement frappée, ont été inondées la veille, les habitants grimpant sur les toits pour échapper aux eaux boueuses qui emportaient voitures, camions, et même d'énormes conteneurs de marchandises.

Le porte-parole de Cebu, Rhon Ramos, a indiqué mercredi à l'AFP que 35 corps avaient été découverts à Liloan, municipalité de la zone métropolitaine de la capitale locale, portant le bilan régional à 76 morts. Dans la matinée, Rafaelito Alejandro, un responsable de la défense civile nationale, avait fait état de 17 morts dans le reste du pays. Le bilan total s'élève à ce stade à au moins 93 victimes. Près de 400.000 personnes avaient été préventivement éloignées de la trajectoire du typhon.

## Soudan : au moins 40 morts dans une attaque



Une attaque dans la ville stratégique d'El-Obeid, capitale régionale du Kordofan-Nord, au Soudan, a fait au moins 40 morts, a annoncé mercredi le bureau des affaires humanitaires de l'ONU dans un communiqué.

Les Nations unies n'ont pas précisé le jour de l'attaque ni ses responsables, mais elle s'est produite alors que les combats pour le contrôle de cette région du centre du Soudan s'intensifient entre les Forces de Soutien Rapide (FSR) et l'armée. Plus de 1500 civils ont été tués en octobre dernier par les FSR, en conflit avec l'armée soudanaise, selon des statistiques fournies lundi par l'ONG Acled, qui répertorie les victimes de conflits à travers le monde. Au total, depuis mi-avril 2023, l'ONG a répertorié près de 49.800 morts au Soudan, dont près de 15.300 civils. La moitié des morts ont été comptés dans les régions du Darfour-Nord et de Khartoum (environ 14.000 et 11.200). En cours depuis avril 2023, le conflit a aussi fait des millions de déplacés et provoqué la pire crise humanitaire au monde, selon l'ONU.

## Bosnie: onze morts et plus de 30 blessés dans l'incendie d'une maison de retraite



Onze personnes ont péri et plus de trente ont été blessées dans l'incendie qui s'est déclaré mardi soir dans une maison de retraite de la ville de Tuzla, dans le nord-est de la Bosnie, selon un nouveau bilan communiqué par la police mercredi. «Selon les dernières informations, [...] 11 personnes sont mortes et 30 personnes ont été hospitalisées dans le centre hospitalier universitaire de Tuzla», a indiqué la police cantonale dans un communiqué. Le précédent bilan faisait état de 10 morts et vingt blessés. Cinq pompiers et trois policiers figurent parmi les blessés.

Une enquête est en cours pour rechercher «les causes de l'incendie», a déclaré à la presse mercredi matin un porte-parole du parquet, Admir Arnautovic, ajoutant que «le processus d'identification des corps se fera dans la journée».

Le feu s'est déclaré mardi soir au septième étage d'un immeuble du centre-ville de Tuzla, où logeaient principalement des personnes immobiles et malades. Il a été maîtrisé environ une heure plus tard.

## EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

### LE NOUVEAU LABEL DES FRUITS ALGÉRIENS

de tous ces fruits exotiques que l'on pensait germer seulement que dans des contrées tropicales.

Pourtant on n'ignorait pas que le label algérien de bien des produits a une histoire et que des invasions séculaires avaient rendu leur.

Mais ceci appartient à une autre ère qui gardera ses traces dans les manuels scolaires.

Il restera cependant que le nouvel abordage des labels n'a pas encore atteint le score compatible avec le contenu des portemonnaies des ménages, mais le fait est

qu'ils ont effacé leur provocante et agressive superbe. Mieux, leur qualité et leur goût ont de quoi faire pâlir les produits agricoles que l'on importait d'ailleurs.

Il faudrait sans doute rendre grâce à une nouvelle génération d'agriculteurs, accompagnés par les autorités publiques, qui ont bousculé un ancien ordre établi pour prendre attache avec la terre et les richesses qu'elle peut offrir.

Les marchands renouent avec la sagesse et les producteurs avec un nouveau génie donnent un mou visible aux justes articulations de l'offre et de la demande. Tout le monde agricole a compris que l'on ne peut se nourrir qu'avec ce que l'on produit.

Le blé algérien est en passe de redresser sa tête et le berger comme le maraîcher reconquièrent leur titre de noblesse.

L'agriculture algérienne est en phase de changer de visage. De nombreuses prémices sont déjà largement apparentes dans les marchés pour annoncer une mue heureuse. L'expansif étalage de la production agricole nationale éloigne l'ancien vécu des oignons à plus de 170 dinars, la tomate à 200 dinars et la pomme de terre à plus de 150 dinars le kilo.

A constater que les prix ont diminué de plus de la moitié, on a presque cru à on sait par quel tour de magie l'offre des légumes et des fruits a mis de côté sa méchante bravade et s'est pliée à une surprenante sagesse.

Hier encore, on avait du mal à croire à la naissance de banane algérienne.

L'agréable étonnement est encore plus fort à la rencontre de la noix nationale et